RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016



SOMMAIRE

CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe
en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
facebook.com/aides
@assoAIDES

REMERCIEMENTS

AIDES remercie tout particulièrement ses donateurs-rices, les entreprises, les personnalités, et les pouvoirs publics qui nous ont soutenus en 2016. Nous remercions également toutes les associations partenaires qui oeuvrent avec nous dans cette lutte. Merci à tous-tes les militants-es de AIDES, volontaires, salariés-es, personnes accueillies et leurs proches !

DON EN CONFIANCE



AIDES est labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

Directeur de la publication : Aurélien Beaucamp
Coordination : Direction communication collecte
Rédaction : Charmaine Da Costa Soares, Antoine Henry, Audrey Musto
Relecture : Marc Dixneuf, Nathalie Gautier
Coordination technique : Audrey Musto
Maquette : Amélie Scotta
Imprimeur : Pure Impression
Crédits photos : AIDES, Patricia Martinez
Nombre d'exemplaires : 2 100
Juillet 2017





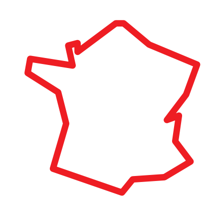
Rien pour nous sans nous !

Cette année encore, la lutte contre le sida a connu des avancées remarquables et AIDES n'y est pas étrangère. Côté prévention, 2016 restera comme une année historique : celle de la mise en place de la Prep. AIDES a activement participé au déploiement de ce nouvel outil, traitement préventif, dont l'efficacité est désormais unanimement reconnue. En sensibilisant les publics les plus exposés, et en proposant partout en France un accompagnement personnalisé aux usagers-es de Prep, nos militants-es contribuent pleinement au succès de cette nouvelle stratégie de prévention. Durant toute l'année 2016, le nombre d'utilisateurs-rices de Prep a progressé de façon constante. Autant de futures contaminations évitées.
Contre l'hépatite C aussi, des progrès considérables ont été réalisés : en France, les nouveaux traitements, offrant des taux de guérison spectaculaires, sont enfin accessibles à tous-tes depuis 2016. C'est à la mobilisation commune de AIDES et de ses partenaires que nous le devons.
Toutes ces innovations thérapeutiques sont porteuses d'espoir, mais elles n'auront de sens que si elles profitent à tous-tes de façon équitable. Changer les mentalités et construire une société plus égalitaire constitue toujours une étape indispensable pour faire reculer l'épidémie. Cela passe notamment par une lutte sans compromis contre la sérophobie, l'homophobie et toutes ces discriminations qui empoisonnent le quotidien des personnes séro-concernées. En 2016, deux grandes campagnes et la publication de notre second rapport sur les discriminations auront permis de remettre ces sujets dans l'espace public.

De petites et grandes victoires qui montrent à quel point AIDES sait se mobiliser, innover et s'adapter aux nouveaux enjeux des épidémies du VIH et des hépatites. Mais ne pêchons pas par optimisme. Comment se réjouir quand la moitié des malades dans le monde n'a toujours pas accès aux traitements ? Comment se réjouir quand une personne meurt encore du sida toutes les 30 secondes ? Il reste tant à faire : nous n'avons ni le temps ni l'intention de relâcher nos efforts.
Ensemble, restons mobilisés-es. Le combat continue.

Aurélien Beaucamp
Président de AIDES

VIH et hépatite C : état des lieux en France



VIH/sida

Source : Santé publique France

152 000

personnes séropositives au VIH

dont

30 000

personnes qui l'ignorent

6 000

découvertes de séropositivité

Hépatite C (VHC)

Source : Inserm

367 000

personnes porteuses du VHC

dont

232 000

porteuses chroniques du virus

110 000

ignorent être infectées

AIDES, notre vision de la lutte contre le sida

Créée en 1984 par le sociologue Daniel Defert à la mort de son compagnon Michel Foucault des suites du sida, AIDES est la première association de lutte contre le sida et les hépatites en France et l'une des plus importantes en Europe. Elle est reconnue d'utilité publique et labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte.

Depuis plus de 30 ans, AIDES agit avec et auprès des populations les plus vulnérables au VIH/sida et aux hépatites pour réduire les nouvelles contaminations et accompagner les personnes touchées vers le soin et dans la défense de leurs droits. L'association joue un rôle majeur dans l'amélioration de la prise en compte des malades dans le système de santé en France, dans l'évolution des



droits des personnes vulnérables et dans la lutte contre les discriminations.

Aurélien Beaucamp préside l'association depuis 2015, Marc Dixneuf en est le directeur général.

NOTRE PHILOSOPHIE

- **Agir AVEC les personnes plutôt que POUR les personnes :** AIDES implique les personnes concernées par le VIH ou les hépatites dans ses actions, recueille leurs besoins et construit avec elles les réponses les plus adaptées.
- **Promouvoir l'approche globale en santé :** AIDES s'attaque à tous les facteurs de vulnérabilité qui entravent l'accès aux soins et à la prévention tels que les discriminations, la précarité sociale, financière et affective, les politiques répressives contraires aux intérêts de la santé publique, les inégalités de santé et d'accès aux droits, les stigmatisations, etc.
- **Transformer la société :** en luttant pour les droits des personnes séropositives, en bousculant les représentations, en faisant évoluer le contexte politique, social et thérapeutique, AIDES milite pour une société plus égalitaire, plus juste et plus protectrice pour les personnes les plus vulnérables.

NOS VALEURS

- Respect de l'identité de chacun
- Indépendance politique et idéologique
- Confidentialité
- Non jugement sur les choix et modes de vie

AIDES accueille dans ses locaux, mais va aussi directement à la rencontre des différents publics dans leurs lieux de vie (commerces, bars, quartiers, etc.) grâce à ses unités mobiles. Les militants-es investissent également les espaces virtuels de rencontre (sites et réseaux sociaux) qui permettent une approche ultra ciblée.

NOS ACTIONS

- **Information et prévention :** sensibilisation du public sur les modes de transmission, distribution de matériel de prévention, campagnes de sensibilisation, édition de guides et revues.
- **Dépistage rapide du VIH et du VHC :** dépistage à résultat rapide effectué par les militants-es dans nos locaux ou hors les murs et accompagnement vers le soin.
- **Soutien :** groupes de parole, accompagnement thérapeutique et juridique, écoute et convivialité, soutien juridique, appui aux démarches administratives.
- **Innovation et recherche :** mise en place de programmes de recherche communautaire, d'études et d'observatoires afin d'évaluer et de proposer de nouvelles méthodes d'intervention et de nouveaux outils.
- **Défense des droits :** lutte contre les discriminations, pour l'accès à la santé, au logement, au travail, représentation des malades dans les instances de démocratie sanitaire, élaboration d'amendements législatifs.

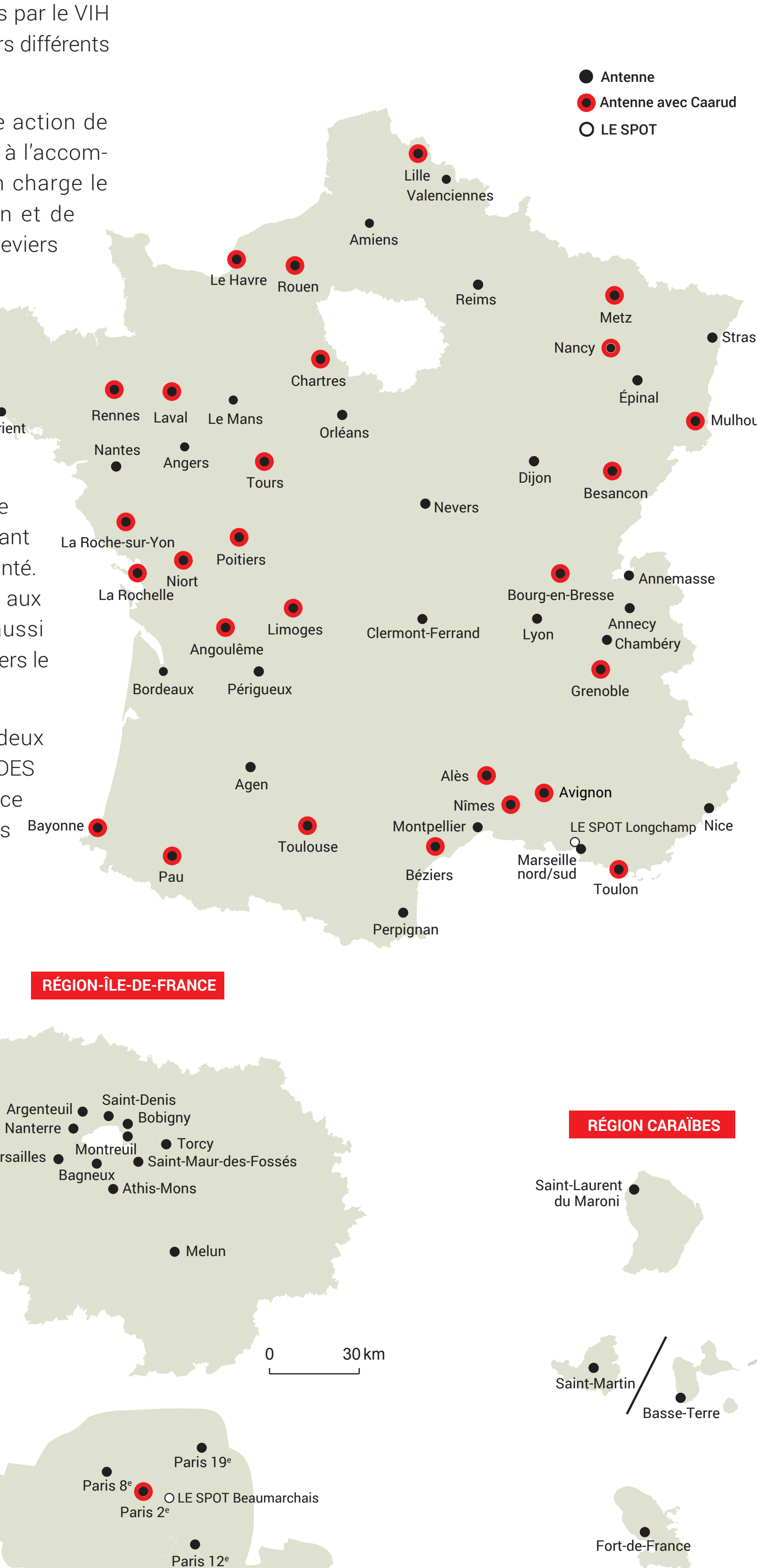
Une présence sur l'ensemble du territoire

Un maillage national dense nous permet d'intervenir au plus près de toutes les personnes concernées par le VIH et les hépatites. Notre action se décline à travers différents dispositifs aux missions bien spécifiques.

▸ **76 antennes :** elles sont le cœur de notre action de proximité. Assurant l'accueil, l'orientation et à l'accompagnement des personnes, ils ont aussi en charge le déploiement de nos actions de prévention et de dépistage sur le terrain, et sont d'importants leviers de mobilisation locale.

▸ **29 centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers-es de drogues (Caarud) :** directement rattachés aux antennes précédemment citées, ces lieux permettent aux usagers-es de recréer du lien social et de bénéficier d'une gamme complète d'outils et de dispositifs visant à réduire les risques et dommages pour leur santé. De l'accès aux seringues stériles à l'éducation aux risques liés à l'injection, ces lieux peuvent aussi constituer une étape capitale de réorientation vers le soin.

▸ **« LE SPOT : Sexe et Santé par AIDES » :** deux nouveaux lieux (Marseille et Paris) créés par AIDES en 2016 dans deux des trois régions de France (avec la Guyane) où le nombre de personnes séropositives est le plus grand et où les nouvelles contaminations à VIH sont les plus nombreuses. Cette nouvelle offre en santé sexuelle de AIDES associe santé communautaire et offre médicalisée. Ces lieux chaleureux proposent une prise en charge totalement repensée pour répondre aux besoins en santé sexuelle de publics particulièrement exposés.



AIDES en actions et en chiffres



76 antennes en France métropolitaine et dans les départements français d'Amérique

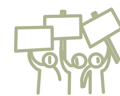


850
volontaires

460
salariés-es

160 000
donateurs et donatrices

NOS ACTIONS



28 582
actions

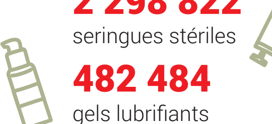


39 130
dépistages rapides du VIH



51 227
entretiens individuels

LE MATÉRIEL DISTRIBUÉ



937 787
préservatifs externes

64 189
préservatifs internes

2 298 822
seringues stériles

482 484
gels lubrifiants

LES PERSONNES QUI NOUS SUIVENT

54 000
fans sur Facebook

173 000
followers sur Twitter



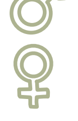


9 700
abonnés-es à la revue *Remaides*



19 200
abonnés-es sur Seronet

LES PERSONNES RENCONTRÉES



410 201 personnes dont :

94 660 femmes



311 827 hommes

3 714 personnes trans

LA FORMATION INTERNE



34
sessions de formation



700
militants-es formés-es

AIDES, organisme de formation externe

Près de 40 sessions de formation en santé communautaire effectuées soit près de 400 personnes formées en 2016.



Depuis 2012, AIDES est dotée d'un pôle Conseil et formation externe (CFE). Sa principale mission est de partager son expérience de terrain afin de promouvoir la plus-value de l'approche communautaire, contribuer au développement de stratégies innovantes de lutte contre le VIH/sida et les hépatites, et renforcer le travail intersectoriel pour développer des politiques publiques ayant un impact favorable sur la santé pour *in fine* réduire les inégalités de santé. Ces formations s'adressent à l'ensemble des intervenants-es du champ de la prévention, du soin et de la réduction des risques : Caarud, salle de consommation à moindre risque, Cegidd, associations LGBT, associations communautaires, etc. Elles abordent des thématiques diverses et notamment la démarche qualité en promotion de la santé, les bases du counseling et de l'entretien motivationnel, le genre au cœur de la promotion de la santé, la santé communautaire, la réduction des risques et l'utilisation des dépistages rapides VIH/VHC, l'accompagnement et l'éducation aux risques liés à l'injection (Aerli), etc.

2016, les faits marquants



JANVIER 2016 : LA PREP ENFIN AUTORISÉE !

Grâce aux résultats d'Ipergay, essai unique au monde mené conjointement avec l'ANRS (France Recherche Nord & Sud sida-HIV Hépatites), AIDES a pu démontrer la haute efficacité de la Prep pour éviter les contaminations parmi les publics particulièrement exposés au VIH. Couplé à un intensif travail de plaidoyer, ces résultats unanimement salués par la communauté scientifique ont permis en janvier 2016 la mise à disposition effective de la Prep et sa prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie. L'obtention d'une recommandation temporaire d'utilisation (RTU) a ainsi permis à des milliers de personnes séronégatives de bénéficier de ce traitement préventif. Mais l'action de AIDES ne s'arrête pas là : partout en France, nos militants-es assurent dans le dispositif global le volet accompagnement communautaire. Personnalisé, il est étroitement lié aux consultations Prep des hôpitaux et des Cegidd. Nous l'avons démontré à de nombreuses reprises : un bon accompagnement est primordial pour garantir l'efficacité au long cours de ce nouvel outil. Sur l'ensemble de l'année 2016, 1 580 entretiens d'accompagnement ont été réalisés auprès d'usagers-es de Prep.

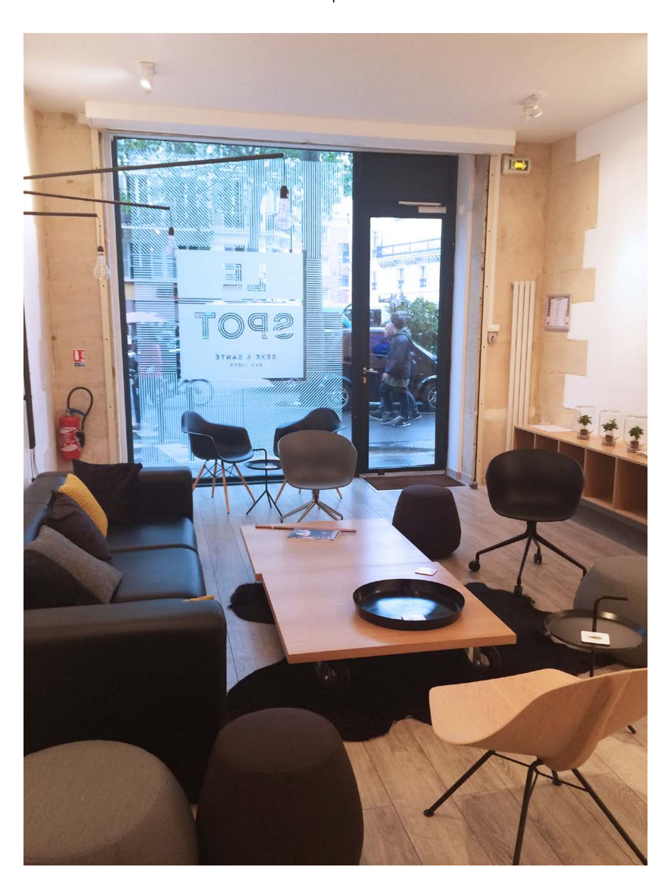
HÉPATITE C : DE BELLES VICTOIRES EN 2016

100 000 personnes en France ignorent encore être infectées par l'hépatite C, un virus qui tue environ 2 700 personnes chaque année. Au terme de trois ans de combat et de négociations avec les instances en santé publique, AIDES a enfin obtenu l'autorisation de pouvoir pratiquer les tests rapides de dépistage de l'hépatite C tout comme elle le pratique déjà pour le VIH. En parallèle, AIDES s'est battue avec d'autres associations pour que le premier traitement mis sur le marché permettant de guérir de l'hépatite C, une fois les personnes dépistées, soit accessible à tous-tes malgré son coût exorbitant. Cette forte mobilisation associative pour défendre l'accès universel aux traitements en France a porté ses fruits : le 16 novembre 2016, la Haute Autorité de santé (HAS) rendait un avis favorable pour l'extension du traitement à toutes et tous. Et le 8 décembre, la ministre de la Santé Marisol Touraine annonçait une baisse considérable du prix des traitements. Une réussite totale !
« Ces victoires constituent une étape déterminante vers la fin d'une aberration en santé publique. » Aurélien Beaucamp

« LE SPOT » : NOUVEAU CONCEPT ET NOUVELLE ÉTAPE EN MATIÈRE D'APPROCHE COMMUNAUTAIRE

En juin 2016, AIDES a ouvert à Paris et Marseille deux lieux au concept novateur : LE SPOT. En matière d'offre en santé sexuelle, c'est *the place to be* ! Implantés en cœur des villes, ces lieux proposent aux personnes vulnérables au VIH et aux hépatites une offre globale de prévention et d'accompagnement : dépistage du VIH et des infections sexuellement transmissibles (IST), préservatifs, traitement préventif et traitement d'urgence contre le VIH, vaccination contre les hépatites A et B, mais aussi des consultations psy, sexo, addicto, etc. Chacune et chacun peut aussi y bénéficier d'un accompagnement, individuel ou en groupe, assuré par nos militants-es sur différentes thématiques. Le cadre chic et confortable, ainsi que l'accueil décontracté permet aux visiteurs-ses de se sentir « comme à la maison », et d'oublier ainsi qu'ils/elles sont dans un lieu de soin.

« Plus qu'un nouveau lieu, c'est une nouvelle façon de faire de la lutte contre le sida que nous lançons aujourd'hui avec LE SPOT. » Aurélien Beaucamp





#RÉVÉLATION, UNE CAMPAGNE INÉDITE POUR UN AUTRE REGARD SUR LES PERSONNES SÉROPOSITIVES

Une personne séropositive sous traitement ne transmet plus le virus du sida, même en cas de relation sans préservatif. Pour la première fois en France, cette donnée prouvée scientifiquement depuis près de dix ans a été révélée au grand public par une campagne de communication d'envergure nationale diffusée le 1er décembre, journée internationale de lutte contre le VIH/sida. #Révélation bouscule les représentations sur la séropositivité et participe ainsi à notre combat contre les discriminations.

« Ce qui pèse le plus aujourd'hui sur la qualité de vie des personnes séropositives, ce n'est pas le virus, ce sont les discriminations quotidiennes qu'elles subissent. »
Aurélien Beaucamp

AIDES TESTE LE DÉPISTAGE À DOMICILE : ET ÇA MARCHE !

AIDES a participé pour la France à une étude européenne pluridisciplinaire conduite par l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), intitulée Hermetic[1]. L'objectif : améliorer la connaissance de l'épidémie de VIH en identifiant les « populations cachées », celles qui ignorent leur statut sérologique, afin d'améliorer le dépistage ciblé. Des mois durant, équipés de mallettes comprenant matériel d'information, de prévention et surtout de tests de dépistage, les militants-es de AIDES ont ainsi multiplié les tournées de porte-à-porte pour proposer aux habitants-es de quartiers populaires des tests de dépistage à domicile. Une approche audacieuse et innovante dont les résultats seront connus en 2017.

AIDES À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA À DURBAN : « LES ACTIVISTES MARCHENT, LES GOUVERNEMENTS PIÉTINENT »

La 21e Conférence internationale sur le sida a fait son retour à Durban (Afrique du Sud), 16 ans après la précédente, qui avait marqué un tournant dans la prise de conscience mondiale sur l'épidémie, grâce notamment à un discours de Nelson Mandela resté célèbre.
AIDES, qui a su dès la fin des années 80 s'investir à l'international, y était intensément présente pour rappeler que le combat mondial contre le sida ne se gagnera pas sans la mobilisation des populations clés qui doivent être au centre de la riposte. Les plus exposées, les plus marginalisées et donc les plus fragilisées.
Pendant une semaine, les militants-es de tous les pays présents se sont mobilisés-es à travers différentes actions pour dénoncer la criminalisation des personnes vivant avec le VIH et réclamer le respect des droits des personnes les plus exposées, au Nord comme au Sud.



1. **Hermetic :** HIV European Research on Mathematical Modelling & Experimentation of HIV Testing in hidden Communities

Connaître les populations rencontrées pour mieux les mobiliser

Les données épidémiologiques le démontrent : nous ne sommes pas tous égaux face à l'épidémie de VIH/sida. En 2016, l'épidémie reste particulièrement active dans certains groupes de population ou certains territoires. Parmi les plus de 6 000 nouvelles contaminations diagnostiquées chaque année en France, plus de 80 % concernent des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), des migrants-es, des usagers-es de drogues, des détenus-es et des travailleurs-ses du sexe. Des publics régulièrement discriminés, pénalisés, et dont la précarité sociale ou administrative aggrave la vulnérabilité. C'est donc auprès de ces populations que se concentre l'essentiel de notre action.

L'ensemble des données présentées ici sont issues de notre outil interne de recueil de données nationales qui permet de suivre et d'évaluer notre activité auprès de chacun de ces publics.

HSH Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes



20 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des HSH

127 298 CONTACTS

12 193 DÉPISTAGES dont **1,3 %** POSITIFS (dont 76 % sont nés en France)

18 630 entretiens individuels dont

1 450 entretiens réalisés en virtuel (applications, sites internet, etc.)

PERSONNES NÉES À L'ÉTRANGER



9 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des personnes nées à l'étranger

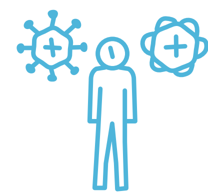
68 067 CONTACTS

10 877 DÉPISTAGES dont **1,4 %** POSITIFS

39 % des personnes migrantes reçues en entretien déclarent être en situation de précarité

¾ des actions sont réalisées dans les lieux de vie (commerces, bars, etc.)

PVVIH/PVVH Personnes vivant avec le VIH ou une hépatite



9 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des PVVIH/PVVH

12 750 CONTACTS

Parmi les PVVIH et PVVH reçues en entretien :

34 % sont des HSH

53 % sont nées à l'étranger

5 % sont coïnfectés-es (VIH + hépatite)

TRAVAILLEURS-SES DU SEXE



3 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des personnes travailleurs-ses du sexe

6 974 CONTACTS

1 623 DÉPISTAGES dont **2 %** POSITIFS

Parmi les tests positifs :

58 % sont des hommes

15 % sont des femmes

27 % sont des trans

PERSONNES TRANS



0,4 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des personnes trans

1 067 CONTACTS

267 DÉPISTAGES dont **4,5 %** POSITIFS

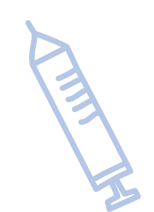
Parmi les personnes trans reçues en entretien :

60 % sont en situation de précarité

61 % sont nées à l'étranger

39 % sont séropositives au VIH

CONSOMMATEURS-RICES DE PRODUITS PSYCHOACTIFS



36 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des usagers-es de drogues

88 893 CONTACTS

853 DÉPISTAGES dont **1,1 %** POSITIFS

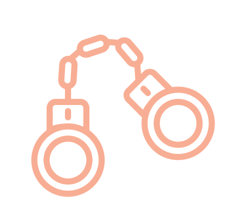
29 Caarud gérés par AIDES

Parmi les usagers-es de drogue reçus-es en entretien :

13 % sont séropositifs au VHC

75 % sont en situation de précarité

LES DÉTENUS-ES



2 % DE NOS ACTIONS sont réalisées auprès des personnes détenus-es

2 828 CONTACTS

692 DÉPISTAGES dont **0,3 %** POSITIFS

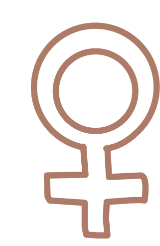
53 établissements ouverts aux actions de AIDES

Parmi les détenus-es reçus-es en entretien :

9 % sont positifs-ves au VHC

53 % consomment des produits sans injection

LES FEMMES



1 % DE NOS ACTIONS sont réalisées spécifiquement auprès des femmes

2 012 CONTACTS

10 145 DÉPISTAGES dont **0,5 %** POSITIFS

Parmi les femmes reçues en entretien :

30 % sont en situation de précarité

42 % sont nées à l'étranger dont la majorité dans un pays d'Afrique subsaharienne

PERSONNES VIVANT DANS LES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'AMÉRIQUE



GUYANE

8 191 CONTACTS

1 716 DÉPISTAGES dont **0,6 %** POSITIFS

MARTINIQUE

4 169 CONTACTS

947 DÉPISTAGES dont **1,6 %** POSITIFS

GUADELOUPE/SAINT-MARTIN



7 139 CONTACTS

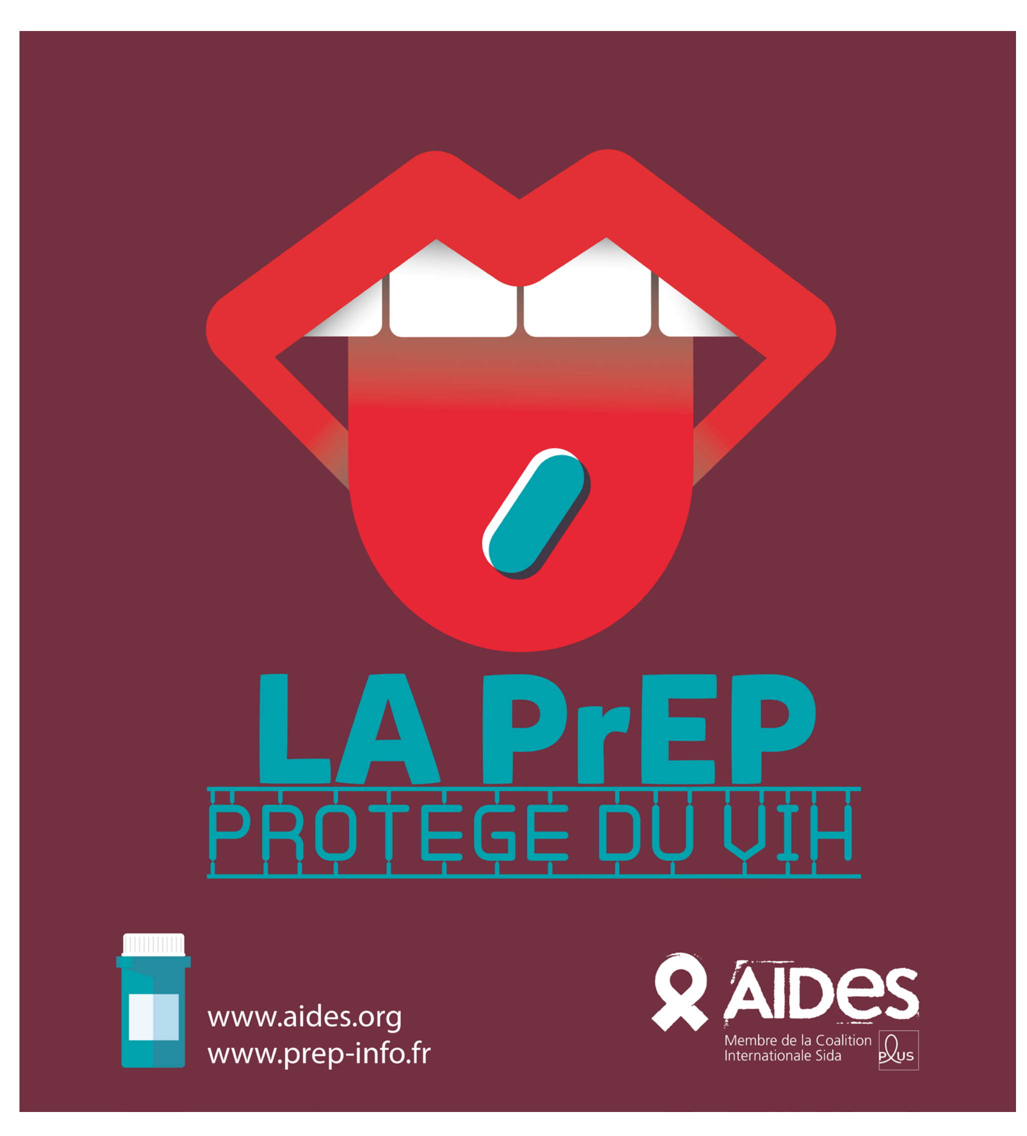
1 386 DÉPISTAGES dont **0,4 %** POSITIFS

CONTACT : échange bref avec une personne, plus court qu'un entretien. **ENTRETIEN :** échange approfondi permettant d'aborder des éléments précis de la vie de la personne (sa santé, sa sexualité, sa consommation de produits, etc.).

Sensibiliser et prévenir pour stopper les nouvelles contaminations

La prévention et la sensibilisation sont au cœur des stratégies visant à mettre fin au sida. Dans ce contexte, chaque jour sur le terrain, les militants-es de AIDES distribuent du matériel de prévention, informent sur les modes de transmission et les pratiques à risque ainsi que sur tous les outils disponibles pour les réduire. En parallèle, l'association mène des campagnes de prévention et de sensibilisation, offertes par son agence de communication. En 2016, notre action a été particulièrement marquée par le déploiement de la Prep, accessible en France après trois ans de recherche et de plaidoyer intense, le développement des actions de prévention 2.0 initiées depuis plusieurs années et une campagne de sensibilisation haute en couleurs à l'occasion de l'Euro 2016.

Prep : déploiement de l'accompagnement communautaire



2 805
personnes sous Prep en France

dont **29 %**
accompagnées par AIDES

1 580
entretiens centrés sur la prise de Prep

dont **95 %**
réalisés en hôpital ou Cegidd

En 2016, le déploiement de la Prep – traitement préventif qui empêche le virus du sida de pénétrer dans l'organisme – s'est illustré par le développement d'actions spécifiques, d'outils de promotion physiques et virtuelles, une offre d'accompagnement communautaire et l'élargissement à toute l'Europe de l'enquête « Flash Prep » initiée en France en 2015.
Le nombre d'actions consacrées à la Prep a fortement augmenté en un an (+ 47,8 %). Dans le même temps le groupe d'échange et de dialogue Prep'Dial mis en place par AIDES en 2015 sur Facebook a atteint près de 6 000 membres. Nous avons par ailleurs mis en place le site Prep-info, sur lequel une cartographie en ligne des consultations Prep permet à chacun-e de trouver la consultation Prep la plus proche : *http://prep-info.fr/carte-des-consultations.*

La Prep a été abordée dans 28 % des entretiens individuels menés en 2016, ce qui montre un engouement pour ce nouvel outil désormais au cœur des préoccupations. Répondant aux recommandations d'experts-es, l'association a développé un accompagnement communautaire spécifique indispensable à une bonne observance auprès des utilisateurs-rices de Prep, en complément de la prescription et du suivi médical. Ainsi en 2016, les militants-es ont accompagné 29 % de l'ensemble de personnes mises sous Prep. Il s'agit très majoritairement d'hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (99,8 %) de moins de 40 ans qui ont une moyenne de 65 rapports sexuels dans l'année. 63 % d'entre eux sont également consommateurs de produits psychoactifs. Une population particulièrement exposée, ce qui rend d'autant plus pertinent notre proposition d'accompagnement personnalisé.

Parce que l'accès à la Prep est un enjeu international, AIDES a participé à l'enquête « Flash ! Prep in Europe », en coopération avec Coalition PLUS et en partenariat avec l'université d'Amsterdam. Cette enquête nous aidera à faire évoluer les politiques publiques de santé au niveau européen. Les personnes les plus exposées au VIH en Europe font globalement face aux mêmes problématiques. Il est temps de proposer au niveau européen des réponses communes et harmonisées aux nouveaux enjeux de l'épidémie.

Les actions menées en 2016 ont donc été intenses. Cependant le nombre d'utilisateurs-rices de Prep est insuffisant pour avoir un impact sur l'épidémie. C'est pourquoi, en 2017, AIDES entend intensifier la promotion de la Prep auprès des autres populations clés notamment auprès des migrants-es et des personnes trans.

Prévention 2.0 : adapter nos modes d'intervention aux nouveaux usages des publics cibles

20 %
de nos actions de terrain utilise la prévention 2.0

80 781
contacts = 3,5 fois plus qu'en 2015

98 %
de HSH

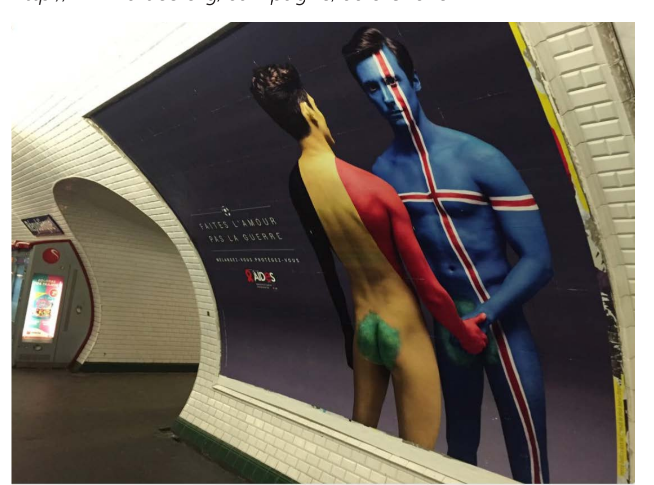
AIDES investit de plus en plus le web et les applications de rencontre en ligne : sites internet, réseaux sociaux et applications smartphone géolocalisées. Les habitudes de nos publics cibles, en particulier les HSH, ont radicalement changé ces dernières années : les sites et applis de rencontre ont progressivement remplacé les lieux de rencontre extérieurs. Ces actions 2.0 nous permettent de continuer à toucher ces populations qui ne fréquentent pas ou plus les lieux dans lesquels nous intervenons habituellement.
Grâce à la géolocalisation, les applications sont aussi un excellent moyen de promouvoir nos actions et d'inciter les publics cibles situés à proximité à nous y rejoindre en temps réel pour un dépistage, du matériel de prévention, parler Prep ou plus globalement de santé sexuelle. Les militants-es proposent aussi désormais des permanences 100 % virtuelles. Le dialogue y est décomplexé, direct, rapide et convivial.
Nos militants-es interviennent sur le web depuis plusieurs années, mais pour la première fois en 2016 des données qualifiées ont été recueillies afin de mieux identifier les populations que nous ciblons, et d'optimiser nos modes d'intervention. Nous constatons que l'activité est en très nette progression. 80 781 personnes ont été touchées, soit 3,5 fois plus qu'en 2015. La grande majorité est composée de HSH (98 %) dont la moitié a moins de 30 ans. Par ailleurs, les applications ont été utilisées dans 20 % des actions de terrain et ont conduit 1 179 personnes jusqu'à nous. 910 d'entre elles se sont fait dépister, avec une prévalence de 1 % comparable à l'ensemble des HSH. Ces données démontrent l'intérêt d'agir avec ces nouveaux outils.

Le web, porte d'entrée pour un contact téléphonique

En Savoie, les militants-es identifient sur les sites d'annonces en tous genres les travailleurs-ses du sexe et établissent ensuite un contact téléphonique pour parler prévention, dépistage ou tout autre sujet qui pourrait être au cœur de leurs préoccupations afin de pouvoir les orienter vers les services adéquats. Ces actions, bien accueillies par le public, se sont conjointement développées sur Annemasse, Annecy et Chambéry. Ce travail se poursuivra en 2017 et aura pour objectif d'améliorer le lien avec les travailleurs-ses du sexe exerçant sur le canton de Genève ou Vaud mais résidant en France.

Colors of Love : une campagne pour célébrer la diversité et rappeler les fondamentaux de la prévention

« Faites l'amour par la guerre », c'est la signature de la campagne menée par AIDES en juillet dans le cadre de l'Euro 2016 qui s'est déroulée en France.
Prenant le contrepied des comportements agressifs et xénophobes de certains-es supporters-rices, Colors of love célèbre la valeur universelle de l'amour et la diversité des sexualités, tout en rappelant l'importance de se protéger du VIH dans un contexte européen où l'épidémie reste toujours très active.
Déclinée en quatre visuels, la campagne mettait en scène des couples nus aux corps peints aux couleurs de pays participant à la compétition. À certains endroits judicieusement choisis, le mélange de couleur suggérait un rapport sexuel entre deux personnes. Ainsi, la Roumanie étreignait le Portugal, l'Allemagne visitait la Suède, la Belgique déclarait sa flamme à l'Islande et l'Angleterre fondait pour la Russie.
La campagne a été diffusée sur le web, les réseaux sociaux, en affichage et en presse le temps de la compétition. En décembre 2017, elle a reçu une mention spéciale ainsi que le prix du public du grand prix de la communication solidaire dans la catégorie « affichage ».
Pour découvrir l'intégralité de la campagne :
http://www.aides.org/campagne/colors-love



LE SPOT : de nouveaux lieux « Sexe et Santé par AIDES »



AIDES a ouvert en juin 2016 à Paris et Marseille deux lieux uniques proposant une offre globale en santé sexuelle : LE SPOT. Ce sont des espaces de santé sexuelle dédiés à toutes les personnes dont l'identité, l'orientation et les pratiques sexuelles peuvent générer une stigmatisation dans le système de santé classique.
Des lieux accueillants et cosy ouverts le soir et le week-end, des soignants-es convaincus-es par la nécessité de notre approche (infirmier-es, médecins, assistant-e social-e, psychologue, sexologue, etc.) et bien sûr la qualité de l'accompagnement communautaire mené par les militants-es de AIDES : LE SPOT a été intégralement conçu pour répondre aux besoins des personnes et leur faire oublier qu'elles sont dans un lieu de prévention, de dépistage et de soin. L'ambiance intimiste et chaleureuse permet à chacun-e de s'exprimer librement sur sa sexualité et ses pratiques.

LE SPOT Longchamp à Marseille bénéficie du statut Cegidd[2], et répond donc aux missions de ces structures médico-sociales, tout en offrant la plus-value de l'accompagnement communautaire de AIDES. En à peine six mois d'existence, 110 permanences s'y sont tenues et 379 personnes ont été suivies. Les personnes sont venues tout autant pour des consultations médicales que pour des entretiens de prévention avec des militants-es de AIDES, ce qui démontre l'intérêt de cette offre globale et complémentaire.

LE SPOT Beaumarchais se situe au cœur du quartier gay du Marais à Paris. Depuis son ouverture, il héberge Le 190, Cegidd historique et bien connu des parisiens-nes. Une offre globale en santé sexuelle, comparable à celle du SPOT Longchamp, est ainsi proposée aux parisiens-nes sur un même site. La majorité des personnes qui consultent est composée de HSH et de personnes trans. Deux moments phares viennent rythmer la semaine du SPOT Beaumarchais : l'« apéro Prep » du mercredi, et le « chillout chemsex[3] » du mardi. Ces groupes d'échanges et d'auto-support permettent aux usagers-es de s'exprimer librement, de briser l'isolement et de trouver collectivement des réponses à leurs questions et à leurs difficultés.
Concernant la question sensible du chemsex, pratique qui reste confidentielle mais à haut niveau de risque, les soirées hebdomadaires proposées par LE SPOT sont quasiment uniques en Europe.

En 2017, AIDES envisage l'ouverture de nouveaux SPOTs dans d'autres villes affichant une prévalence élevée au VIH ou aux hépatites.

En savoir plus :
https://www.facebook.com/spotlongchamp/
https://www.facebook.com/LeSpotBeaumarchais/

2. Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic, structure médico-sociale
3. Chemsex : usage de drogue en contexte sexuel

Mieux cibler le dépistage pour infléchir l'épidémie

Le dépistage est la clef de voûte d'un monde sans sida. En faciliter l'accès, c'est permettre aux personnes touchées d'être rapidement diagnostiquées et d'entrer au plus tôt dans le soin.
Si chaque personne séropositive qui s'ignore était dépistée et traitée, la transmission du virus serait immédiatement enrayée, et l'épidémie de sida s'éteindrait en quelques années.



2/3
des Trod pratiqués en France ont été réalisés par AIDES

38 650
Trod ont été réalisés en 2016

26 %
des personnes dépistées par nos militants-es en 2016 ne s'étaient jamais fait dépister auparavant

68 %
des Trod ont été réalisés auprès des populations les plus exposées au VIH

On constate un important retard dans le recours au dépistage, donc dans l'entrée dans le soin, des populations les plus exposées. C'est pourquoi les militants-es de AIDES dûment formés-es mettent en place depuis plusieurs années des actions de dépistage rapide partout en France, au plus près des populations vulnérables : après un entretien confidentiel et sans jugement sur les prises de risques, nos militants-es prélèvent une goutte de sang au bout du doigt et peuvent alors délivrer un résultat quasi immédiat. C'est ce qu'on appelle un Trod : test rapide d'orientation diagnostique. En cas de résultat négatif, nous échangeons avec la personne pour qu'elle reste séronégative. En cas de résultat positif, nous la rassurons sur les conséquences de cette annonce et lui proposons un accompagnement vers une prise en charge complète et adaptée.

En matière de dépistage, notre stratégie est toujours la même :

- faciliter l'accès au dépistage, en particulier pour les populations les plus exposées : ainsi, 32 % des dépistages ont été réalisés auprès des HSH, 28 % auprès de femmes et d'hommes hétérosexuels-les nés-es à l'étranger, 4 % auprès de personnes trans, 4 % auprès de travailleurs-ses du sexe et 2 % auprès d'usagers-es de drogue par voie intraveineuse (UDVI) ;
- intégrer au maximum le dépistage dans le quotidien des personnes. Ainsi, 70 % des dépistages réalisés en 2016 l'ont été en dehors des locaux de AIDES : quartiers, gares, marchés, foyers, mais aussi bars, clubs, salons de coiffure, etc.

Ces actions hors les murs sont menées seules ou en partenariat avec des structures partenaires. En Martinique par exemple, ces actions se sont déployées avec l'appui du Cegidd local.

L'année 2016 montre par ailleurs une hausse sensible du nombre de dépistages auprès de certains publics cibles, que nous avions jusqu'ici du mal à atteindre. C'est le cas notamment des personnes trans (+ 40 % de tests réalisés par rapport à 2015).



Une offre de dépistage particulièrement efficace

Cette année encore, les résultats de notre offre de dépistage démontrent sa haute efficacité.

- Des taux de découvertes de séropositivité 2 à 3 fois plus elevés que dans les structures classiques de dépistage : sur l'ensemble des tests réalisés en 2016, 0,73 % sont positifs. En resserrant ces résultats sur les deux principales populations clés (HSH et hétérosexuels-les nés-es à l'étranger), ce taux atteint 1,3 % et 1,4 %. Un taux qui confirme toute la pertinence d'un dépistage communautaire ciblé.
- Une offre qui permet d'atteindre des personnes qui n'ont pas (ou très peu) recours au dépistage : 26 % des personnes dépistées par AIDES en 2016 n'avaient jamais fait de test de leur vie ; 17,5 % des personnes dépistées par AIDES en 2016 n'avaient pas fait de test depuis au moins deux ans.
- Une offre qui constitue une opportunité de dépistage régulier pour de nombreuses personnes : 38 % des personnes dépistées par AIDES en 2016 avaient déjà réalisé un test au cours des 12 derniers mois.

Dépistage et traitement, les deux piliers de la fin de l'épidémie

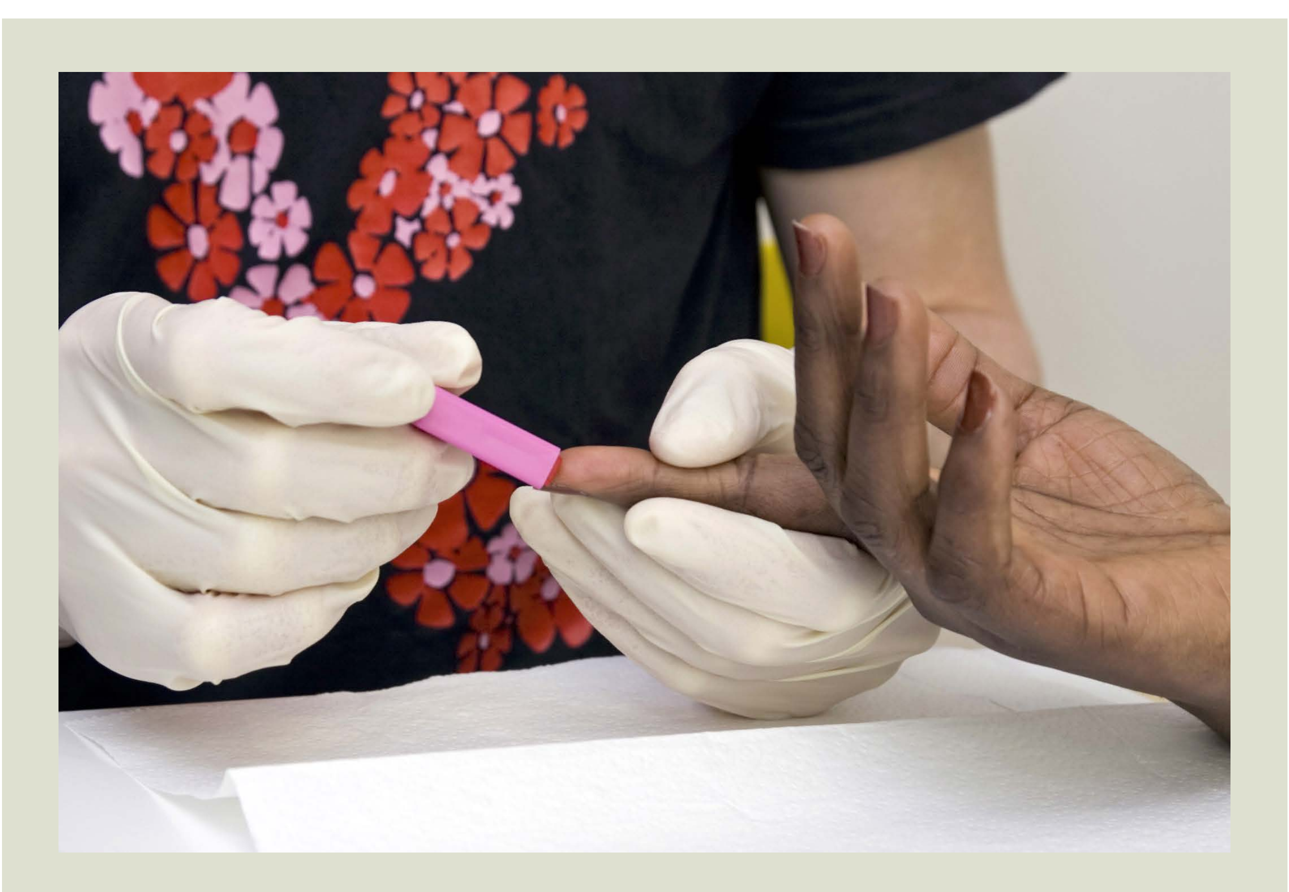
Le rôle du dépistage est capital dans notre stratégie pour mettre fin à l'épidémie. Une personne dépistée tôt pourra bénéficier d'une mise sous traitement rapide. Le bénéfice d'une mise sous traitement précoce est à la fois individuel et collectif :

- d'une part, le traitement empêche la réplication du virus dans l'organisme, ce qui permet à la personne concernée de contrôler son infection à VIH et de ne pas mettre sa santé en danger ;
- d'autre part, lorsque le traitement est scrupuleusement suivi, la quantité de virus dans le sang ou le sperme devient tellement faible qu'elle est insuffisante pour provoquer une infection. Le risque de contaminer son-sa partenaire séronégatif-ve devient alors quasi nul, même lors d'un rapport sexuel sans préservatif.

Étude Hermetic : AIDES teste le dépistage à domicile

En 2016, le développement de notre stratégie de dépistage hors les murs a franchi un nouveau cap. En participant à l'étude Hermetic, coordonnée par l'Inserm, AIDES a pu tester l'acceptabilité d'une offre innovante : le dépistage à domicile. Cette offre a consisté à proposer du dépistage dans certaines zones urbaines sensibles, à travers une approche par porte-à-porte. Les résultats seront connus fin 2017.





Le rôle de AIDES dans le déploiement du dépistage rapide en France

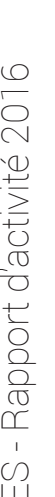
2008 à 2010 : recherche ANRS Com'Test et Drag'Test
AIDES opérationnalise la première recherche biomédicale associant tissu associatif et chercheurs-ses académiques afin d'évaluer la plus-value d'un dépistage communautaire du VIH à l'aide de Trod auprès des HSH.

2010 : décret autorisant le dépistage du VIH par Trod par du personnel non soignant
La recherche a prouvé l'efficacité du dépistage communautaire du VIH, avec un taux de découverte de séropositivité cinq fois supérieur au système classique. Elle a donc conduit le gouvernement à adopter un décret autorisant la pratique de Trod VIH, jusqu'ici réservée au corps médical, par du personnel non médical formé. Grâce à ce décret, les militants-es peuvent désormais proposer des tests de dépistage aux personnes les plus exposées, directement sur leurs lieux de vie.

Depuis 2010 : déploiement du dépistage communautaire
AIDES a formé ses militants-es mais aussi de nombreuses autres structures partenaires à la pratique des Trod, comprenant l'entretien pré-test, l'acte de dépistage, et l'entretien post-test, dans un cadre bienveillant et sans jugement sur les pratiques. Les données nous montrent chaque année la pertinence de notre approche ciblée, avec un taux de découverte de séropositivité toujours plus élevé que les dépistages pratiqués en laboratoires ou en Cegidd.

2015 : autorisation des autotests VIH en pharmacie
AIDES, soutenue par d'autres associations et acteurs-rices de la lutte contre le VIH, est parvenue à convaincre le ministère de la Santé d'une nécessaire diversification de l'offre de dépistage. Les autotests ont ainsi été autorisés en pharmacie, mais l'association poursuit son combat pour en faire baisser le prix.

2016 : reconnaissance dans la loi du dépistage communautaire et extension au dépistage de l'hépatite C
Le dépistage communautaire est enfin entériné dans la loi de santé et le gouvernement autorise aux non soignants-es la pratique du Trod pour le virus de l'hépatite C, sur le même principe et dans le même cadre que le Trod VIH.



Accompagner les publics et renforcer leur capacité à prendre soin de leur santé

Principe fondateur de AIDES, l'accompagnement communautaire – par des pairs et sans jugement – est aujourd'hui une approche reconnue qui a démontré ses bienfaits sur la santé des personnes concernées.
Si la prévention reste un axe essentiel pour mettre fin à l'épidémie, elle perd de sa pertinence dès lors que la personne n'entre pas dans un parcours de soins sur le long terme.
Être à l'écoute des besoins, proposer des solutions adaptées, renforcer l'autonomie de chacun-e, autant d'efforts poursuivis en 2016 pour maintenir les personnes dans le soin.

RéLOVution : renforcer l'engagement de la communauté gay

116 participants-es

Partant du simple constat que l'épidémie ne diminue pas chez les HSH, voire augmente chez les jeunes, AIDES a imaginé, en collaboration avec VIH.org et l'Enipse (association en charge de la prévention dans les établissements et commerces gays et libertins), une conférence d'engagement communautaire au nom évocateur : RéLOVution. 116 personnalités reconnues des communautés LGBT – présidents-es d'associations, médias communautaires, gestionnaires d'établissements, responsables de sites de rencontres, etc. – ont répondu à l'appel les 22 et 23 octobre 2016, près de Paris. Les interventions d'experts-es, ateliers et présentations sur des thématiques actuelles liés à la communauté ont convaincu une large partie de l'auditoire. L'adhésion au combat de AIDES et l'envie de se mobiliser à nos côtés qu'a suscité cette conférence permet d'envisager son déploiement au niveau local et régional pour les prochaines années. En résulte également la consolidation des partenariats existants, la volonté commune de promouvoir la prévention diversifiée et la création d'outils partagés (vidéos).

En savoir plus : *http://www.aides.org/actualite/sante-sexuelle-un-nouveau-consensus-chez-les-gays*



L'offre en santé sexuelle : l'expérimentation se poursuit

5 sites pilotes

3 ans d'expérimentation

474 bénéficiaires

Selon la définition même de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une bonne santé sexuelle est indissociable d'un « état de bien-être physique, mental et social ». Elle requiert « une approche positive et respectueuse des sexualités ». L'offre en santé sexuelle (OSS) expérimentée depuis trois ans par AIDES s'inscrit dans cet objectif. Elle consiste à proposer un accompagnement pluridisciplinaire adapté aux besoins spécifiques des publics que nous rencontrons sur nos actions. Cette offre implique des partenariats étroits avec des spécialistes médicaux (dermatologues, proctologues, etc.), mais aussi sociaux et juridiques sensibilisés aux spécificités de nos publics.

Les 474 bénéficiaires de cette expérimentation se sont en outre vu proposer un accès facilité au dépistage du VIH et des IST, et un accompagnement Prep personnalisé, toujours dans une approche bienveillante et sans jugement. Cette prise en charge globale, coordonnée par nos militants-es, vise à réduire les inégalités sociales d'accès à la santé sexuelle. Mises en place dans nos locaux, ces activités sont également dispensées hors les murs : chez nos partenaires, sur les lieux de vie des personnes, en consultation à l'hôpital, en centre de santé, en Cegidd, etc.
Après trois ans d'expérimentation sur cinq sites pilotes (Paris, Saint-Denis, Marseille, Nice et Mulhouse), les premiers résultats démontrent l'intérêt de cette nouvelle offre : 84 % des personnes interrogées se déclarent très satisfaites, et toutes relèvent une amélioration de leurs connaissances en matière d'accès aux soins et aux droits. L'offre proposée par AIDES a renforcé l'autonomie des personnes en les replaçant au cœur de leur propre projet de santé. Ce bilan positif incite au déploiement de l'OSS dans l'ensemble du réseau AIDES dès 2017.



L'accompagnement en santé prôné par AIDES enfin reconnu et inscrit dans la loi

AIDES œuvre et milite depuis de nombreuses années pour le renforcement de l'autonomie en santé des personnes atteintes d'une maladie chronique ou très exposées. En janvier 2016, notre mobilisation porte enfin ses fruits avec la mise en application de l'article 92 de la loi de santé de Marisol Touraine sur la modernisation du système de santé. Cet article 92 se traduit par le financement des meilleurs projets d'accompagnement proposés localement par des acteurs-rices en santé. AIDES s'est saisie de cette opportunité pour proposer cinq projets innovants dont deux ont été retenus par le jury national :

- « Takari » en Guyane : un projet combinant prévention et accompagnement des personnes vivant avec le VIH dans la région de Maripasoula, territoire isolé du Haut Maroni guyanais ;
- « Accompagnement des femmes travailleuses du sexe » en région Nouvelle Aquitaine.

Cette sélection sonne comme une véritable reconnaissance de notre capacité à innover, à accompagner et à nous mobiliser pour faire évoluer les politiques publiques de santé.

Un accueil dédié aux femmes à Besançon

Pour mieux répondre aux besoins spécifiques des femmes, notre antenne de Besançon propose une fois par semaine un accueil dédié. Ainsi, 17 femmes aux profils très différents ont profité de ce dispositif en 2016.

Partager un café, tester des produits de soin, se faire coiffer... Ces moments d'échanges et de convivialité sont surtout l'occasion de renforcer la solidarité et l'estime de soi, et de parler prévention et sexualité dans un cadre chaleureux. Les militants-es de Besançon souhaitent poursuivre cette initiative en 2017, et créer de nouveaux partenariats autour des violences faites aux femmes, une des préoccupations exprimées par les personnes accueillies.

Journée de la Disance : parler librement de la séropositivité pour lutter contre les représentations

35
personnes venues de toute la France

160
messages délivrés

Les experts du monde entier s'accordent à dire qu'un contexte tolérant, non-discriminant et soutenant est indispensable à la qualité de vie des personnes séropositives et à l'efficience des différentes stratégies de lutte contre le sida. Il est donc primordial de garantir à tous et toutes la possibilité de dévoiler sa séropositivité, de faire le choix d'en parler ou non à son entourage sans peur d'être jugé-e, rejeté-e ou stigmatisé-e. C'est ainsi qu'est née la Journée de la Disance, organisée chaque année par AIDES le 6 octobre. L'édition 2016, « Tous-tes ensemble dans le même bateau », a rassemblé 35 personnes sur une péniche parisienne autour d'ateliers d'écriture et de débats sur la nécessité de pouvoir parler de sa séropositivité. Des témoignages de participants-es ont été relayés dans les médias et 160 messages, à la fois intimes et militants, ont été partagés avec les passants-es à la descente de la péniche. Un moyen de susciter la discussion et de faire changer les représentations sur le VIH.

Aerli : de la recherche au déploiement

40 à 60 %
des usagers-es de drogues infectés-es par le VHC

5
caarud dispensent l'Aerli en 2016

Selon les études, entre 40 et 60 % des usagers-es de drogues qui fréquentent les dispositifs de réduction des risques sont infectés-es par le VHC. Fin 2009, Médecins du Monde et AIDES, en partenariat avec l'Inserm, décident alors de mettre en place un projet de recherche commun soutenu institutionnellement et financièrement par l'ANRS pour évaluer l'impact de l'accompagnement et de l'éducation aux risques liés à l'injection (Aerli) sur les contaminations. Ces séances, menées par un binôme d'intervenants-es formés-es, permettent de faire le bilan de la consommation de la personne, observe les pratiques d'injection de l'usager-e et se concluent par un échange de savoirs et de bonnes pratiques : hiérarchisation des risques et co-construction de stratégies de réduction des risques adaptées aux besoins et au contexte de vie de la personne. D'une durée moyenne de 60 minutes, ces séances ont lieu dans les locaux pilotes de AIDES (Caarud), en milieu festif (30 %), chez des partenaires ou à domicile.
En 2016, favorisées par la nouvelle loi de santé, les séances d'Aerli se sont déployées progressivement dans cinq Caarud de AIDES. Ce dispositif s'étendra à l'ensemble des Caarud en 2017.



Initier le changement par l'innovation et la recherche

Résolument guidée par les besoins des communautés vulnérables au VIH, AIDES poursuit en 2016 ses efforts dans la recherche communautaire. De nouveaux projets voient le jour en collaboration étroite avec les acteurs-rices de terrain et les chercheurs-ses académiques.
Parallèlement à nos études menées sur le territoire français, la lutte contre le VIH s'intensifie au niveau européen : des synergies sont indispensables. Consciente de ces enjeux, AIDES multiplie les partenariats avec des associations européennes pour mutualiser les moyens de recherche et déployer de nouvelles stratégies d'action.



3
équipes sur le terrain

4
mois de test pendant l'hiver 2016

338
dépistages réalisés

Projet Hermetic : de nouvelles approches pour combattre l'épidémie cachée

Comment atteindre les personnes qui ignorent leur statut sérologique ? Comment améliorer le dépistage ciblé ? Ce sont les objectifs ambitieux que s'est fixé le projet Hermetic, étude interdisciplinaire et collaborative entre plusieurs pays (France, Belgique et Lettonie) et coordonnée par l'Inserm.
AIDES a pris part à ce projet d'envergure en développant une démarche innovante : proposer des dépistages rapides en bas des immeubles et à domicile grâce au porte-à-porte. Les militants-es se sont ainsi rendus-es dans des quartiers sensibles de Seine-Saint-Denis (Sevran, Bagnolet et Saint-Denis) où se concentrent les migrants d'Afrique subsaharienne (hétérosexuels et HSH), population particulièrement concernée par l'épidémie cachée selon les estimations statistiques françaises.

L'opération s'est déroulée en trois phases :

- une période de visibilité durant laquelle les militants-es ont communiqué sur leurs futures interventions auprès des habitants-es du quartier, des commerces et des partenaires locaux ;
- une période de présence au pied des immeubles avec le bus de dépistage afin de favoriser l'identification de AIDES et la diffusion d'information sur le dépistage ;
- une période dédiée au déploiement des équipes dans les logements collectifs pour proposer des dépistages à domicile ou rediriger vers le bus à proximité.

Sur quatre mois de tests durant l'hiver 2016, 338 personnes ont été dépistées dont 59 à domicile. Les résultats du projet seront disponibles au cours de l'année 2017.

Enquête « VIH, hépatite et vous » : mieux comprendre les personnes rencontrées

1 080
personnes interrogées

29,6 %
sont séropositifs-ves au VIH et/ou à une hépatite

AIDES a mené l'enquête « VIH, hépatites et vous » (VHV) en mars 2016 afin d'évaluer les conditions de vie et les besoins des personnes qui fréquentent les actions de AIDES, qu'elles soient séropositives ou non au VIH ou aux hépatites virales. L'enquête montre, qu'en 2016 encore, les PVVIH restent victimes de nombreuses discriminations, responsables en partie d'inégalités et de difficultés dans l'accès aux soins. L'étude révèle également la complexité de leurs conditions de vie.

Une série de questions sur les outils de prévention a démontré une connaissance limitée du *treatment as prevention* (Tasp) notamment par les personnes séronégatives, à l'inverse de la Prep et des autotests VIH qui bénéficient d'une meilleure notoriété auprès de nos publics.

Outre l'utilisation de ces résultats pour alimenter le plaidoyer de l'association – notamment à travers notre rapport annuel *VIH, hépatites : la face cachée des discriminations* – les informations collectées permettent de continuer à adapter nos actions ou à innover pour répondre au mieux aux besoins des personnes concernées.

Projet Euro HIV Edat : focus sur le dépistage au niveau européen

13
organisations

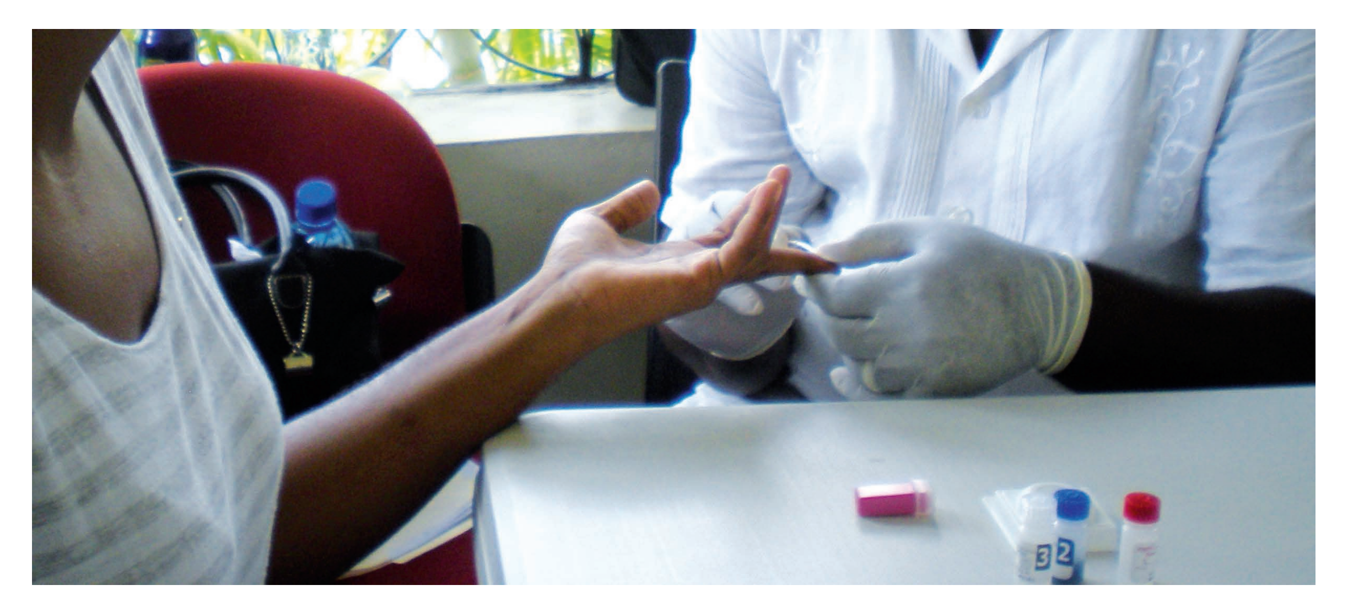
8
pays

9
modules dont 2 coordonnés par AIDES

Face à l'augmentation des nouvelles contaminations par le VIH dans certains pays d'Europe, un ensemble de partenaires, dont AIDES, se sont mobilisés pour mener un projet de recherche ambitieux : le projet Euro Edat HIV[4]. Cette recherche collective, amorcée en 2014, se poursuivra jusqu'en 2017. Elle vise à comprendre le rôle et l'impact des centres communautaires de dépistage du VIH et à augmenter le diagnostic et le traitement précoce du VIH en Europe parmi les groupes les plus touchés (HSH, usagers-es de drogues, migrants-es).

Parmi les neuf modules de l'étude, AIDES s'investit dans quatre d'entre eux, et en coordonne deux.

- Le module 4 tente d'évaluer le respect des bonnes pratiques de dépistage communautaire à partir du guide *Améliorer nos pratiques dans les programmes communautaires de dépistage du VIH* créé dans le cadre de l'étude Cobatest (2013). Une grille d'auto-évaluation a été co-construite et testée en focus groupe avec chaque pays partenaire.
- Le module 8 ambitionne d'identifier les obstacles et les leviers d'amélioration de l'accès au dépistage précoce du VIH et aux soins dans sept pays européens (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Portugal, France et Slovénie). Une étude qualitative à partir de 49 entretiens menés avec des migrants-es et de cinq focus groupes composés d'experts-es a commencé en octobre 2015 et s'est poursuivie jusqu'en juin 2016 dans les pays participants. Une étude quantitative s'est déroulée à la fin de l'année 2016 : 457 questionnaires ont été complétés par des personnes migrantes (dont 257 en France).



4. Operational knowledge to improve HIV early diagnosis and treatment among vulnerable groups in Europe

Enquête « Flash Prep in Europe » : pour l'harmonisation de l'accès à la Prep sur le continent

12
pays concernés par l'enquête

16 000
répondants-es

La Prep est autorisée et disponible aux États-Unis depuis 2012 et en France depuis 2016, mais elle peine à être intégrée dans les politiques de santé publique en Europe. Malgré les recommandations internationales, son intégration récente par l'OMS sur la liste des médicaments essentiels, et l'autorisation par l'Agence européenne du médicament en août 2016, seuls trois autres pays européens après la France ont à ce jour autorisé la Prep, la Belgique, l'Écosse et la Norvège.

Alors que les associations de lutte contre sida partout en Europe la réclament, la Prep a encore besoin de convaincre qu'elle répond à un vrai besoin. Pour soutenir nos partenaires européens dans leurs actions de plaidoyer auprès de leurs instances de santé comme nous l'avons fait pendant plusieurs années en France, AIDES et Coalition PLUS en partenariat avec l'Université d'Amsterdam et 15 associations européennes de lutte contre le VIH ont décidé de lancer une vaste enquête « Flash ! Prep in Europe » pour évaluer chez les populations clés la connaissance, le degré d'intérêt et le recours informel à la Prep à travers l'Europe. Elle doit mettre en évidence les principaux freins, individuels et structurels, dans l'accès à ce nouvel outil de prévention du VIH.

L'enquête a été menée simultanément dans 12 pays et dans dix langues pendant un mois. Près de 16 000 personnes ont répondu dont plus de 750 personnes en France. 84 % des répondants-es sont des hommes et notamment des HSH, célibataires et citadins. L'âge moyen s'élèvent à 36 ans. Le niveau de connaissance sur la Prep est très élevé et 20 % ont déjà recours à ce nouvel outil de prévention en se le procurant sur Internet. La Prep suscite aussi un fort intérêt parmi les personnes qui ne l'utilisent pas puisque près de la moitié souhaiterait y avoir accès.

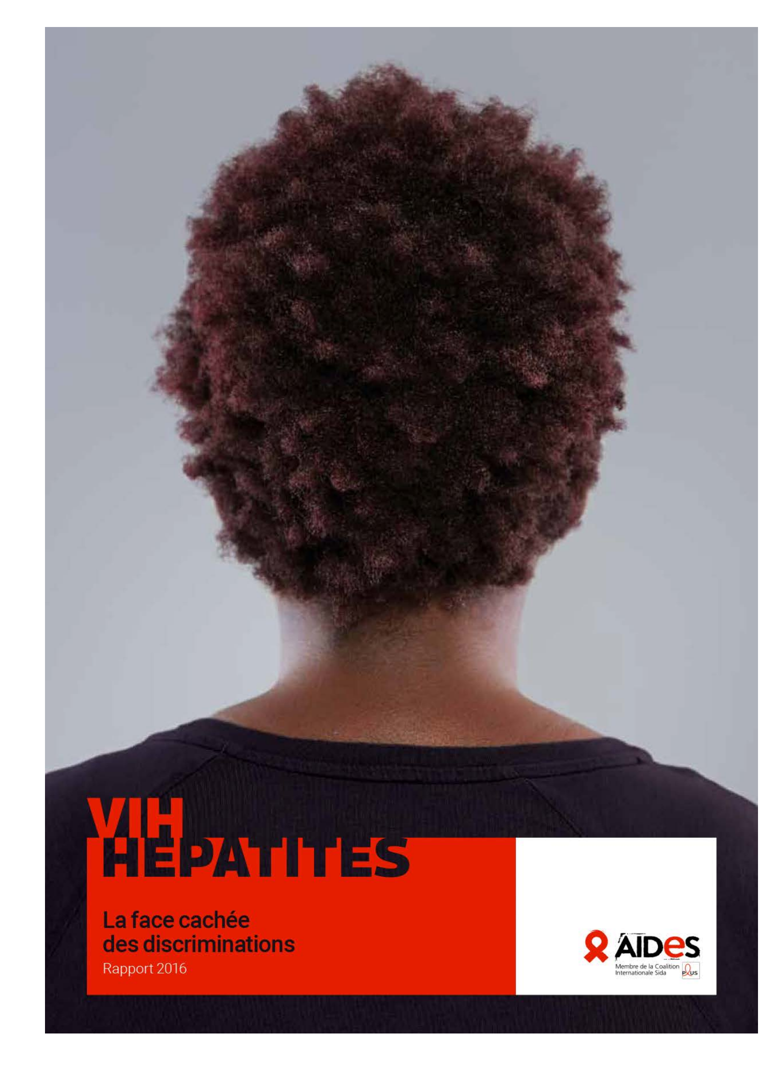
La prise en charge de la Prep par l'Assurance maladie est une demande partagée par une grande partie des répondants-es.

Les données générales au niveau européen ont été communiquées auprès du grand public le 1er décembre 2016 (*http://www.aides.org/FlashPrEPinEurope*). Une première série de données sur les barrières à l'accès à la Prep ont été dévoilées lors de la conférence de l'IAS à Paris en juillet 2017.



Défendre les droits

L'année 2016 a de nouveau été marquée par d'intenses mobilisations des militants-es de AIDES en faveur d'une société plus juste, plus égalitaire et plus protectrice pour les personnes vulnérables au VIH et aux hépatites.
Nous le savons, les discriminations, les inégalités sociales et les difficultés d'accès aux droits et à la santé sont des facteurs de vulnérabilités au VIH et aux hépatites. 34 ans après la découverte du virus, la lutte contre le sida reste donc un combat politique. En luttant pour les droits des malades, en bousculant les représentations, en faisant évoluer les lois, nous contribuons à transformer la société.
Mêlant expérience terrain, expertise technique et action politique, nous agissons au quotidien pour améliorer le contexte social, thérapeutique et législatif.



Dénoncer les discriminations à l'encontre des personnes séropositives et vulnérables aux épidémies

2e
édition du rapport

Après une première édition remarquée en 2015, AIDES a publié fin 2016 la seconde édition de son rapport *VIH/Hépatites, la face cachée des discriminations*. Dans ce rapport, les chiffres édifiants de la discrimination qui touche encore les personnes séropositives, cette fois dans l'accès aux droits ou à la santé.
Préfacé par l'actrice engagée Marina Foïs et toujours en collaboration avec le Défenseur des droits, la nouvelle édition s'appuie à démontrer que lorsque la loi exclut et discrimine, elle nourrit elle-même les épidémies. Pour illustrer son propos, le rapport s'appuie sur les résultats de l'enquête « VIH, hépatites et vous » menée auprès de 1 080 personnes qui fréquentent les actions de l'association. Sur la base de données et de situations documentées, ce rapport 2016 dresse un état des lieux glaçant des discriminations sérophobes en France. Il a bénéficié d'une grande visibilité dans les médias et a suscité beaucoup d'indignation dans l'opinion publique. Diffusé aux décideurs-res politiques, il constitue pour AIDES une base solide pour son travail de plaidoyer.
Lire l'intégralité du rapport :
http://www.aides.org/publication/rapport-discriminations-2016

Refus de soin

Grâce au rapport 2015, un travail a pu être amorcé avec les soignants-es. Des rencontres ont eu lieu avec l'ordre des médecins, l'ordre national des dentistes et le syndicat national des gynécologues et des obstétriciens pour échanger autour des refus de soins clairement identifiés lors du *testing* mené par les militants-es de AIDES auprès de dentistes et gynécologues et ainsi faire évoluer les pratiques. Par ailleurs, les résultats de ce *testing* ont été présentés lors de conférences internationales et nationales et publiés dans la célèbre revue scientifique médicale britannique *The Lancet*.

Améliorer les conditions d'accès aux droits des étrangers-es malades

239
aides pour les personnes en situation de grande précarité afin de payer les timbres fiscaux

En 2016, AIDES s'est à nouveau largement mobilisée en faveur de l'accès aux droits et aux soins des personnes étrangères vivant en France.
Avec nos partenaires associatifs, nous avons particulièrement travaillé sur la réforme du droit au séjour des personnes étrangères. Dans le cadre de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers-es (ODSE), AIDES a rencontré à plusieurs reprises un groupe de travail interministériel afin de contribuer à la rédaction des textes réglementaires décisifs quant aux conditions d'obtention du droit au séjour pour raisons médicales. Nous nous sommes également battus-es pour que le mécanisme d'ouverture et de maintien des droits des personnes étrangères soit intégré dans la protection universelle maladie (la Puma, qui remplace la CMU depuis janvier 2016). Un partenariat avec le Comede a par ailleurs permis la formation et le support juridique des acteurs-rices de l'association.
Enfin, en lien avec Solidarité Sida, nous avons pu aider 239 personnes en situation de grande précarité à payer les timbres fiscaux exigés par les préfectures lors des dépôts de dossiers.

Exiger un juste prix
pour les médicaments

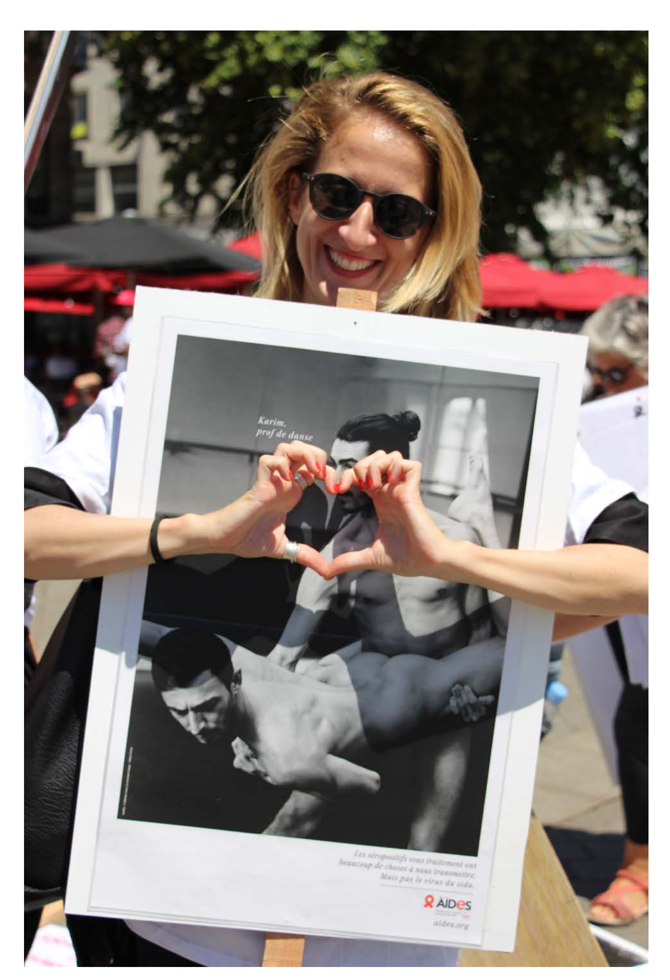
En 2014, une nouvelle génération de traitements particulièrement efficace contre l'hépatite C a été mise sur le marché. Mais en raison de prix prohibitifs pratiqués par les laboratoires fabricants (jusqu'à 45 000 € la cure de trois mois en 2016), seuls les personnes les plus malades pouvaient en bénéficier.

En 2016, en étroite collaboration avec d'autres associations de santé et de personnes touchées, AIDES a mené un combat permanent pour que ces traitements puissent bénéficier à toutes les personnes touchées (elles sont plus de 200 000 en France). À commencer par les populations les plus vulnérables à l'épidémie d'hépatite C, qui sont aussi les plus éloignées du soin : usagers-es de drogues, migrants-es et personnes détenues. Ce combat s'est achevé le 25 mai 2016 : la ministre de la Santé Marisol Touraine annonçait alors la mise en place progressive de l'accès universel aux nouveaux traitements, et l'inclusion prioritaire des publics les plus vulnérables. Offrant ainsi des espoirs de guérison pour des dizaines de milliers de personnes.

AIDES poursuit néanmoins son plaidoyer pour une meilleure régulation des prix des médicaments innovants : il en va du principe d'égalité devant le soin et de la pérennité de notre système de santé. AIDES mène donc des investigations et des actions de plaidoyer pour une meilleure évaluation des médicaments, une lutte déterminée contre les conflits d'intérêt, et un mécanisme de fixation des prix plus transparent.

« Sans une plus grande transparence du mécanisme de fixation des prix des médicaments et l'intégration des usagers-es à chaque étape de ce processus, les politiques de rationnement inacceptables ont de beaux jours devant elles. »
Aurélien Beaucamp

Bousculer les représentations sur le VIH :
AIDES lance la campagne #Révélation



Pour précéder la sortie du rapport, AIDES a lancé une campagne inédite appelant à un changement de regard sur les personnes séropositives. Cette campagne, baptisée #Révélation, a permis, à travers quatre superbes photos de Mathieu César, de délivrer ce message essentiel mais encore méconnu du grand public : « une personne séropositive sous traitement ne transmet plus le virus du sida ». Cette campagne veut rompre avec les peurs et les préjugés, elle donne à voir de belles personnes, douées, professionnelles, amoureuses, en situation de transmettre leurs savoirs et leurs compétences montrant ainsi qu'elles existent autrement que par leur statut sérologique.
La campagne a généré de très nombreuses retombées media, et plusieurs milliers de réactions sur les réseaux sociaux. Elle a aussi, hélas, révélé l'homophobie latente de notre société : plusieurs antennes AIDES exposant ces affiches ont été vandalisées.

« Une personne séropositive sous traitement ne transmet plus le virus du sida. C'est un beau message qu'il faut faire savoir. Et on le fera savoir. »
Aurélien Beaucamp

Représenter les malades,
revendiquer l'accès aux soins pour toutes et tous

+ de 160
militants-es mobilisés-es au sein des instances de démocratie sanitaire

La représentation des malades et des usagers-es dans les instances de démocratie sanitaire[5] est une priorité pour AIDES et l'un des moyens privilégiés par l'association pour porter la parole et les besoins des personnes issues des populations clés de l'infection à VIH ou vulnérables à l'hépatite C.

Dès le début, AIDES a fait le choix de concentrer ses efforts de représentation dans les Corevih (*cf.* encadré ci-contre), l'instance spécifique de lutte contre le VIH à l'échelle locale. Les militants-es participent aux travaux et influent ainsi sur la qualité de la prise en charge à l'échelle locale. L'implication dans les CRSA (*cf.* encadré ci-contre) est également importante.

Pour optimiser ce travail de représentation, AIDES s'applique à former et accompagner les militants-es appelés-es à siéger dans ces instances. Elle s'attèle également à faire évoluer ces instances, afin qu'elles soient en phase avec le contexte épidémiologique et la nouvelle organisation de la santé en France : régionalisation des politiques de santé, approches populationnelles, volonté de faire plus de place à la prévention et la promotion de la santé. En 2016, dans le cadre des débats sur la loi de modernisation du système de santé, AIDES a d'ailleurs milité pour une réforme des Corevih et la création de conseils territoriaux de santé.



Rôle des instances dans lesquelles siège AIDES

Corevih : Les coordinations régionales de la lutte contre le VIH ont pour objectif de favoriser la coordination des professionnels-les de santé, participer à l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité de la prise en charge des patients-es, à l'évaluation de la prise en charge et à l'harmonisation des pratiques professionnelles, et enfin procéder au recueil et à l'analyse des données médico-épidémiologiques des personnes vivant avec le VIH.
28 Corevih maillent le territoire national dont quatre pour les départements et régions d'outre-mer.

CRSA : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie est un organisme consultatif qui contribue à la définition et à la mise en œuvre de la politique régionale en donnant des avis sur ses modalités d'élaboration, de suivi et d'évaluation.

CTS : Les conseils territoires de santé sont de nouvelles instances instaurées par la loi santé du 26 janvier 2016, en remplacement des conférences territoriales de santé. Ils contribuent à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du plan régional de santé, en particulier pour organiser les parcours de santé, et participent à la réalisation du diagnostic territorial partagé qui identifie les besoins sanitaires, sociaux et médico-sociaux de la population.

Traiter l'homophobie
pour faire reculer le sida

L'homophobie vécue au quotidien, l'exclusion, les menaces verbales et physiques incitent de nombreuses personnes LGBTI à vivre leurs vies amoureuses et sexuelles dans la clandestinité. Cette situation accroît les prises de risques, réduit l'accès au dépistage et au soin et donc alimente les épidémies. C'est pourquoi, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie, en partenariat avec Ex Æquo (association belge de lutte contre le sida), AIDES a lancé une campagne décalée proposant un traitement révolutionnaire pour soigner l'homophobie : Homophobiol©.
Des milliers de boîtes de ce faux médicament ont été distribuées partout en France et en Belgique, et deux vidéos humoristiques témoignant de la guérison d'anciens homophobes ont largement été diffusés sur la toile. Succès garanti !

5. La démocratie sanitaire est une démarche qui vise à associer l'ensemble des acteurs du système de santé dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de santé, dans un esprit de dialogue et de concertation.

Agir en urgence dans les départements français d'Amérique

En 2016 encore, la zone Caraïbes trône tristement en deuxième position des régions les plus touchées au monde par l'épidémie à VIH, après l'Afrique subsaharienne. Bien que la situation des territoires français soit meilleure que celle de ses voisins caribéens, de nets progrès restent à faire en termes d'accès à la prévention, à l'information et aux soins, mais aussi en matière d'accès aux droits et de lutte contre les discriminations.
AIDES maintient ainsi ses efforts en Martinique, en Guadeloupe, à Saint-Martin et en Guyane, département français le plus touché avec une prévalence au VIH neuf fois plus élevée que la moyenne nationale.
Fortement conditionnées par l'histoire et le contexte culturel – souvent discriminant à l'égard des populations vulnérables – de chacun de ces territoires, nos actions de terrain s'adaptent aux spécificités avec le soutien indispensable des communautés locales.



Guyane, territoire prioritaire

253 actions

1 915 entretiens individuels

1 nouvelle antenne à Maripasoula

55 % de l'activité réalisée à l'extérieur des locaux de AIDES

Pour AIDES, la Guyane reste un territoire prioritaire dans la lutte contre le VIH. La prévalence très élevée dans ce département – autour de 1% – s'explique notamment par de très fortes inégalités sociales de santé. Une situation aggravée par des discriminations tenaces à l'égard des personnes vivant le VIH et de certains groupes vulnérables, comme les HSH.

UNE PRÉSENCE RENFORCÉE SUR LE FLEUVE MARONI

AIDES est essentiellement présente dans l'ouest guyanais, le long du Maroni, fleuve frontalier avec le Suriname. La plupart des actions sont organisées hors les murs, dans les quartiers prioritaires de Saint-Laurent-du-Maroni, sur le littoral (communes de Mana et d'Awala-Yalimapo) ainsi que sur le Bas-Maroni (communes d'Apatou et de Grand-Santi).

Initiée en 2015, une mission exploratoire sur le Haut-Maroni a permis d'identifier des besoins non couverts en matière d'accès à la prévention, aux soins et aux droits fondamentaux. Fin 2016, AIDES a donc ouvert une nouvelle antenne à Maripasoula.

NOTRE MISSION : DONNER UN ACCÈS AUX SOINS AUX POPULATIONS LES PLUS ÉLOIGNÉES

Les difficultés de circulation dans les territoires isolés, l'absence de services publics les plus élémentaires et la précarité socio-économique des populations rendent l'accès aux soins de milliers de Guyanais particulièrement compliqué. AIDES continue à mener une série d'actions visant à parer à cette situation.

- Information, prévention et dépistage sur les kampus (villages isolés le long du fleuve) : pour les populations concernées, notre passage constitue bien souvent l'unique possibilité pour accéder au dépistage et au soin.
- Ouverture d'« appartements de passage » à Saint-Laurent-du-Maroni : en cas de dépistage positif sur le fleuve, des hébergements temporaires sont proposés aux personnes afin de leur permettre de réaliser dans de bonnes conditions les examens et rendez-vous médicaux nécessaires à leur suivi.
- Mise à disposition de 12 appartements de coordination thérapeutique (ACT) : pour une durée de 10 à 24 mois, ces ACT permettent aux personnes touchées les plus précarisées de pouvoir souffler un peu, pour mieux se concentrer sur leur santé et leur projet de vie.

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS QUI FONT LE LIT DE L'ÉPIDÉMIE

Le contexte socio-culturel, les barrières linguistiques et le déficit d'accès à l'information contribuent à entretenir un niveau élevé de discrimination. De nombreux sujets restent tabous – le sexe, l'orientation sexuelle, la consommation de drogues, le VIH – et une partie de la population guyanaise reste stigmatisée en raison de son état de santé, de ses pratiques ou de ses modes de vie. Pour lutter contre ces discriminations, nous agissons simultanément sur deux axes.

- D'une part, nous concentrons une partie de nos actions sur les populations les plus exposées au VIH : maraudes auprès des travailleurs-ses du sexe, organisation des premiers « apéros-mecs » guyanais à destination des HSH, mise en place de groupes de parole et d'auto-support pour personnes vivant avec le VIH, organisation de week-ends d'accompagnement thérapeutique, etc.
- D'autre part, nous continuons nos efforts de sensibilisation, d'information et de prévention auprès du grand public. Objectif : déconstruire les représentations et les peurs irrationnelles autour de la séropositivité ou de l'homosexualité, afin de réduire les discriminations et améliorer le recours aux outils de prévention et au dépistage.

Afin de lever les barrières linguistiques et de faciliter l'accès à l'information et au dépistage, nous mobilisons sur nos actions des militants-es issus-es de toutes les communautés présentes en Guyane. C'est aussi cela, la démarche communautaire.

DÉVELOPPER LE DÉPISTAGE

La jeunesse guyanaise est également fortement touchée par le VIH. À la suite d'un plaidoyer de longue haleine mené par AIDES et ses partenaires, la loi de santé adoptée en janvier 2016 permet désormais la pratique des tests rapides du VIH auprès des mineurs-es, sans autorisation parentale. L'entrée dans la sexualité est plus précoce en Guyane. L'association a veillé à ce que soit pris en compte l'anonymisation de la prise en charge des mineurs-es dépistés-es positifs-ves. En amont, les militants-es de AIDES ont été formés-es spécifiquement à l'approche globale des mineurs-es et notamment à l'accompagnement des plus précaires.

Parallèlement, AIDES poursuit ses actions transfrontalières avec le Suriname pour améliorer l'accès à la prévention, au dépistage, à la prise en charge et au maintien dans le soin des populations frontalières côté Suriname notamment dans les villes d'Albina et Moengo. Ce projet est mené conjointement avec la Croix Rouge surinamaise.



Coup de projecteur sur la Guyane

Afin de sensibiliser la population française et les pouvoirs publics sur la situation extrêmement préoccupante de l'épidémie en Guyane et de montrer ce que AIDES a initié sur place pour tenter de répondre à l'urgence, nous avons organisé deux « missions presse » en 2016. La première, organisée au printemps, a généré la diffusion de plusieurs sujets « long format » en radio et presse écrite (Libération, L'Obs, France Inter).

La seconde, en octobre, s'est soldée par 35 minutes de documentaire diffusées dans In Vivo, la case « grand reportage » du Magazine de la Santé de France 5. Une immersion au cœur de la réalité guyanaise, à Saint-Laurent-du-Maroni et sur les territoires isolés du fleuve et l'occasion de donner enfin la parole à celles et ceux qui se battent au quotidien : personnes touchées, personnes vulnérables et militants-es de AIDES.

Guadeloupe/Saint-Martin, renforcement du dépistage

318 actions

1 404 entretiens individuels

75 % de l'activité réalisée à l'extérieur des locaux de AIDES



Comme en Guyane, nos équipes de Guadeloupe/Saint-Martin font face à une homophobie qui isole et fragilise les HSH. Pour pallier le manque de lieux identitaires, AIDES multiplie les initiatives en direction de ce public et tente de créer des espaces communautaires sécurisants : présence sur les quelques lieux et bars identifiés, « apéro-mecs », groupe de paroles, ateliers santé sexuelle, projection-débat et utilisation des réseaux sociaux.

La multiplication des partenariats en 2016 marque un renforcement de notre activité de dépistage. À Saint-Martin, un rapprochement avec les acteurs-rices de la partie hollandaise a permis d'augmenter les dépistages rapides auprès des travailleurs-ses du sexe. En Guadeloupe, le dépistage rapide reste essentiellement médicalisé et s'effectue dans les Cegidd et dans quelques rares associations. L'offre de dépistage rapide non-médicalisée et communautaire de AIDES intervient en complémentarité des services existants. Son déploiement sur le territoire s'est poursuivi en 2016. Nos équipes ont accompagné des structures encore non habilitées au dépistage afin qu'elles puissent aussi proposer une offre de dépistage rapide auprès de leurs publics. Un nouveau partenariat avec le centre de détention de Baie-Mahaut a également permis d'intervenir en milieu carcéral.

Martinique, déploiement du dépistage rapide hors les murs

394 actions

962 entretiens individuels

58 % de l'activité réalisée à l'extérieur des locaux de AIDES

En Martinique, en partenariat avec le Cegidd, nos actions hors les murs se sont multipliées auprès des personnes vulnérables à l'épidémie. Les actions ont principalement été concentrées sur le côté Atlantique de l'île, au nord et au sud. Le dépistage rapide sur les lieux de vie ou lors de manifestations grand public reste un atout pour les populations les plus éloignées du système de santé. Ainsi, en 2016, 80 % des dépistages ont été effectués hors les murs via l'unité mobile ou chez des partenaires. Le déploiement des dépistages rapides s'est intensifié notamment grâce au lancement d'une grande opération de dépistage au 1er décembre 2016 : les 72 h du dépistage. Sur trois jours d'itinérance, ce sont cinq communes qui ont été ciblées avec l'appui d'une communication grand public sur l'ensemble des médias locaux.

Le ciblage du public HSH reste difficile. L'animation des ateliers santé sexuelle « Matinik sé tan nou » (neuf ateliers en 2016) a contribué à développer un esprit communautaire et une culture gay martiniquaise. Notre présence dans des soirées privées de la communauté LGBT, avec des stands d'information sur les risques sexuels fait de nous une structure ressource pour cette communauté.

En 2016, AIDES Martinique a aussi poursuivi son action internationale dans le dépistage communautaire porté par des associations haïtiennes, initié en 2015. Deux sessions d'échanges entre acteurs-rices du dépistage martiniquais et haïtiens ont permis l'échange de pratique et le renforcement de capacités.

Agir à l'international

Dès la fin des années 80, AIDES a pris la mesure de la dimension internationale de l'épidémie et a rapidement porté son combat au-delà de nos frontières. Les premiers partenariats se sont noués au Maroc d'abord, avant de s'étendre à une partie de l'Afrique francophone, puis l'Europe et maintenant l'ensemble des continents.

Aujourd'hui, AIDES mène de nombreux projets à l'international, seule ou en partenariat avec d'autres associations, notamment dans le cadre du réseau Coalition PLUS : plaidoyer auprès des bailleurs internationaux et des gouvernements pour un meilleur financement de la lutte contre le sida et les hépatites et en faveur du respect universel des droits humains, appui aux associations partenaires en Afrique et en Europe, et participation à de nombreux projets internationaux de recherche communautaire.

L'année 2016 a été marquée par l'aboutissement de beaux projets au Sud, visant à renforcer les capacités des acteurs locaux.

Dans le monde

36,7 millions de personnes vivent avec le virus du sida

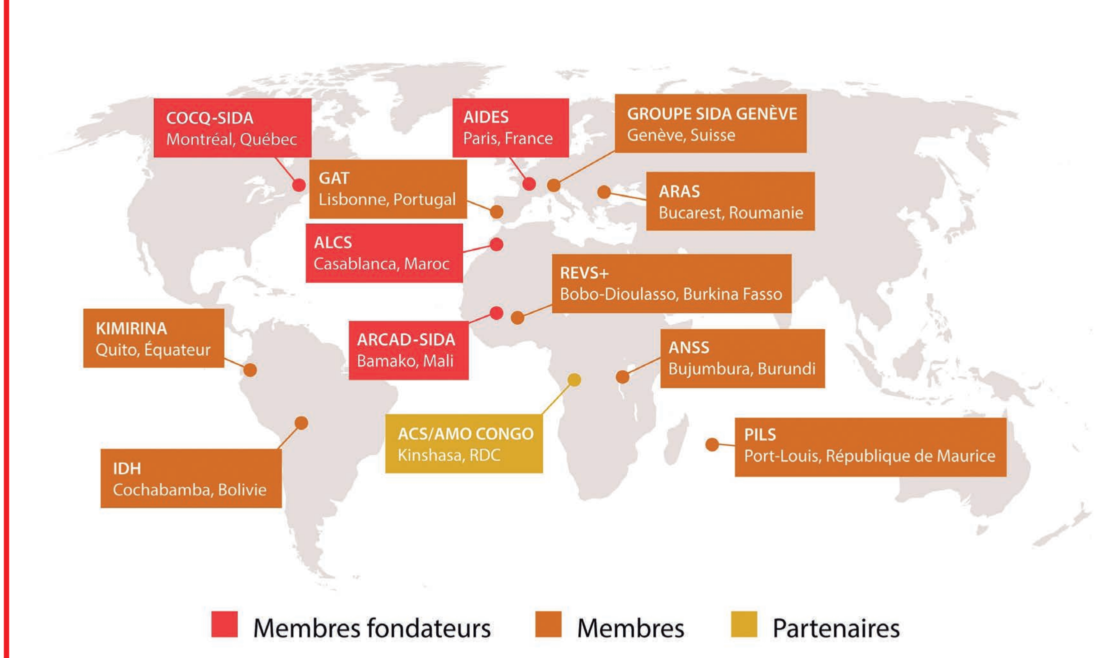
5 750 personnes infectées par jour

Seuls **17** millions de personnes ont accès à un traitement

3 300 morts par jour

40 % des personnes porteuses du VIH ne connaissent pas leur statut

Source : Onusida et OMS



AIDES, membre de Coalition PLUS

AIDES agit à l'international notamment grâce à sa participation au réseau Coalition PLUS, dont elle est membre fondateur. Cette union d'associations, composée aujourd'hui de 15 membres, agit dans près de 40 pays dans le monde. À travers les différents programmes de son secrétariat et ses six plateformes sous-régionales d'interventions, elle a pour objectif de renforcer les capacités de ses membres et partenaires, tout en organisant des espaces privilégiés de partage de connaissances et d'expertise.

Projet Droits humains : pour plus de droits et plus d'égalité

7 pays inclus dans le projet

34 sessions de formation

651 professionnels-les sensibilisés-es

Depuis 2014, AIDES coordonne et cofinance avec l'Agence française du développement (AFD) le projet Droits humains qui consiste à renforcer la capacité de la société civile à défendre les droits des populations les plus vulnérables au VIH et aux hépatites en vue d'améliorer leur accès à la prévention et aux traitements. Le projet se déploie dans cinq pays africains (Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Burundi et Tunisie) et dans deux pays caribéens (Haïti et République dominicaine). Depuis la mise en place du projet, 651 acteurs-rices clés (personnels de soin, police justice, médias, politiques, leaders religieux-ses et traditionnels-les) ont pu être formés-es grâce aux 34 sessions de formation que nous avons réalisées. De nombreuses autres actions d'information et de sensibilisation ont également été menées dans les pays concernés par les associations membres.

Sensibiliser les leaders religieux et politiques au Burkina Faso

L'association REVS+ du Burkina Faso a organisé en 2016 un atelier de trois jours avec 80 chefs religieux et traditionnels. Cet événement a fait suite à des manifestations ouvertement hostiles aux homosexuels-les et aux travailleurs-ses du sexe, qui ont éclaté à Bobo-Dioulasso après quelques prêches virulents. À force de pédagogie sur les liens de cause à effet entre discriminations, stigmatisations et vulnérabilités à l'infection au VIH/sida, REVS+ a réussi à obtenir un engagement des participants sur un ensemble de recommandations, dont celle d'adopter une attitude n'incitant pas à la haine à l'encontre de ces populations.

Programme Transfert : renforcer le leadership au Sud

4
plateformes régionales

2
années de transfert de compétences de AIDES aux quatre associations de Coalition PLUS

Initié en 2014, le programme Transfert a pris fin en décembre 2016. Durant deux ans, il a consisté pour AIDES à transférer son savoir-faire, son approche et ses outils à quatre associations, toutes membres de Coalition PLUS, respectivement basées au Mali, au Burundi, au Maroc et à Maurice.
Le programme Transfert s'est traduit par la création effective de quatre plateformes régionales de renforcement de capacités aujourd'hui opérationnelles. Par son soutien, AIDES a poursuivi l'objectif d'autonomisation des plateformes afin qu'elles appuient plus de 50 associations de lutte contre le sida réparties dans 23 pays africains. Ces appuis techniques et méthodologiques (implémentation de projets communautaires ciblant les populations clés, appui à la gestion financière, recherche de fonds, appui au suivi/évaluation, etc.) concourent, entre autres, au renforcement des offres de santé sexuelle dans les pays, au développement du dépistage démédicalisé et à une meilleure gestion financière des structures associatives locales.
À travers le leadership au Sud et une gouvernance partagée, ces plateformes réunissent les acteurs-rices de la société civile autour d'une même volonté d'impacter l'épidémie au plus proche des enjeux épidémiologiques de chaque région. Elles ont permis de créer, de façon innovante, une réelle dynamique de coopération sud-sud permettant de renforcer les systèmes de santé communautaire, selon des modes de gouvernance horizontaux.

Renforcer la présence de AIDES sur la scène européenne



4
associations européennes compose la plateforme Europe

12
pays participant à l'enquête « Flash ! Prep in Europe »

L'épidémie de sida connaît une évolution inquiétante en Europe avec une hausse de 7 % du nombre de découvertes de séropositivité, soit le nombre le plus élevé de nouveaux cas enregistrés en un an depuis le début de la notification de cette infection dans les années 1980[6]. C'est pourquoi AIDES s'investit depuis longtemps sur ce terrain à la fois au sein de la plateforme Europe de Coalition PLUS.
La plateforme Europe regroupe les quatre membres européens : AIDES, Aras (Roumanie), GAT (Portugal) et le Groupe Sida Genève (Suisse). Dans ce cadre, tout au long de l'année 2016, AIDES a soutenu le développement de la plateforme sur plusieurs thématiques.
Sur la Prep, la plateforme a coordonné un important projet de recherche communautaire : « Flash ! Prep in Europe ». Cette étude menée dans 12 pays visait à évaluer les connaissances, l'utilisation et les besoins liés à la Prep dans ces pays partenaires.
Sur la défense des droits des usagers-es de drogues, la plateforme a permis de participer activement aux actions et mobilisations de la société civile internationale lors des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations unies sur la drogue (Ungass). Enfin, AIDES a coordonné avec ses partenaires un travail d'exploration autour de l'accès aux traitements du VHC dans les pays de la plateforme et en Europe.
L'expertise de AIDES a été saluée en 2016 puisque l'association a, en plus des actions de recherche communautaire, endossé un rôle de représentation de la société civile française lors du Civil Society Forum sur le VIH organisé par la Commission européenne. Elle y a notamment présenté les avancées sur la Prep en France, avancées qui servent aujourd'hui de modèle à plusieurs associations européennes afin de garantir partout l'accès à ce nouvel outil de prévention.
AIDES est activement impliquée au sein de AIDS Action Europe (AAE), organisation non gouvernementale pan-européenne. Des rapprochements se sont opérés ou renforcés avec d'autres associations européennes qui ont notamment conduit AIDES à participer à la mise en route de la promotion de la Prep en Europe.

6. Données OMS 2015



Une reconnaissance de l'expertise Africagay contre le sida

Deux tiers des pays africains criminalisent encore l'homosexualité. Dans le même temps, les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale (AOC) concentrent 18 % de l'épidémie mondiale à VIH. C'est dans ce contexte que s'est créé le réseau informel Africagay contre le sida (AGCS) en 2007 pour défendre les droits des minorités sexuelles en Afrique et lutter contre le sida. Ce réseau, initié par AIDES, est aujourd'hui constitué de 19 associations membres du Sud, dont 17 en AOC et deux au Moyen-Orient et Afrique du Nord.
En 2016, AIDES a continué à agir au côté d'AGCS pour renforcer l'autonomisation et la professionnalisation de ce réseau. Elle a en outre apporté son appui méthodologique au nouveau coordinateur du réseau (membre de l'ONG Alternatives Cameroun) pour élaborer le plan stratégique 2016-2020 du réseau et soutenir son plaidoyer auprès des instances internationales.
Elle s'est également investie dans la recherche de financements et la réponse aux appels à projets en collaboration avec Coalition PLUS. L'un d'eux, le projet « Accès à des services de qualité pour les populations clés », a été remporté auprès d'Expertise France. Il implique cinq associations du réseau, au Sénégal, Mali, Togo et Cameroun et porte sur le renforcement des capacités, le dépistage communautaire et l'organisation de journées thématiques sur la Prep entre autres.

18 %
de l'épidémie mondiale en Afrique de l'Ouest et centrale

19
associations pilotes du réseau AGCS

L'année a également été marquée par une reconnaissance internationale de l'expertise d'AGCS qui a été invité à prendre officiellement et publiquement la parole lors de deux événements majeurs :

- le discours de clôture de la conférence Afravih à Bruxelles (conférence internationale dédiée aux acteurs-rices de santé contre le VIH des pays francophones) ;
- la Conférence internationale sur le sida « AIDS 2016 » à Durban, à l'occasion d'une table ronde sur le « rôle des médias dans les arrestations et lois criminalisant les LGBTI en Afrique francophone ».

Des rapprochements ont été opérés avec le bureau régional AOC de l'Onusida qui a invité le réseau Africagay à contribuer au plan d'urgence en travaillant sur la question de la professionnalisation des acteurs-rices communautaires, condition *sine qua non* pour obtenir des résultats probants.
AIDES a transféré fin 2016 ses missions de soutien (financier et méthodologique) du réseau AGCS à Coalition PLUS. Dès 2017, cette dernière poursuivra donc l'objectif de AIDES : transférer les savoirs et contribuer à développer l'autonomie d'AGCS.

Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.seronet.info

facebook.com/aides
twitter : @assoAIDES
instagram : @assoaides

